

# PLAN D' ACTIONS PRIORITAIRES POUR LE NORD MALI

(SEPT-DEC 2013)

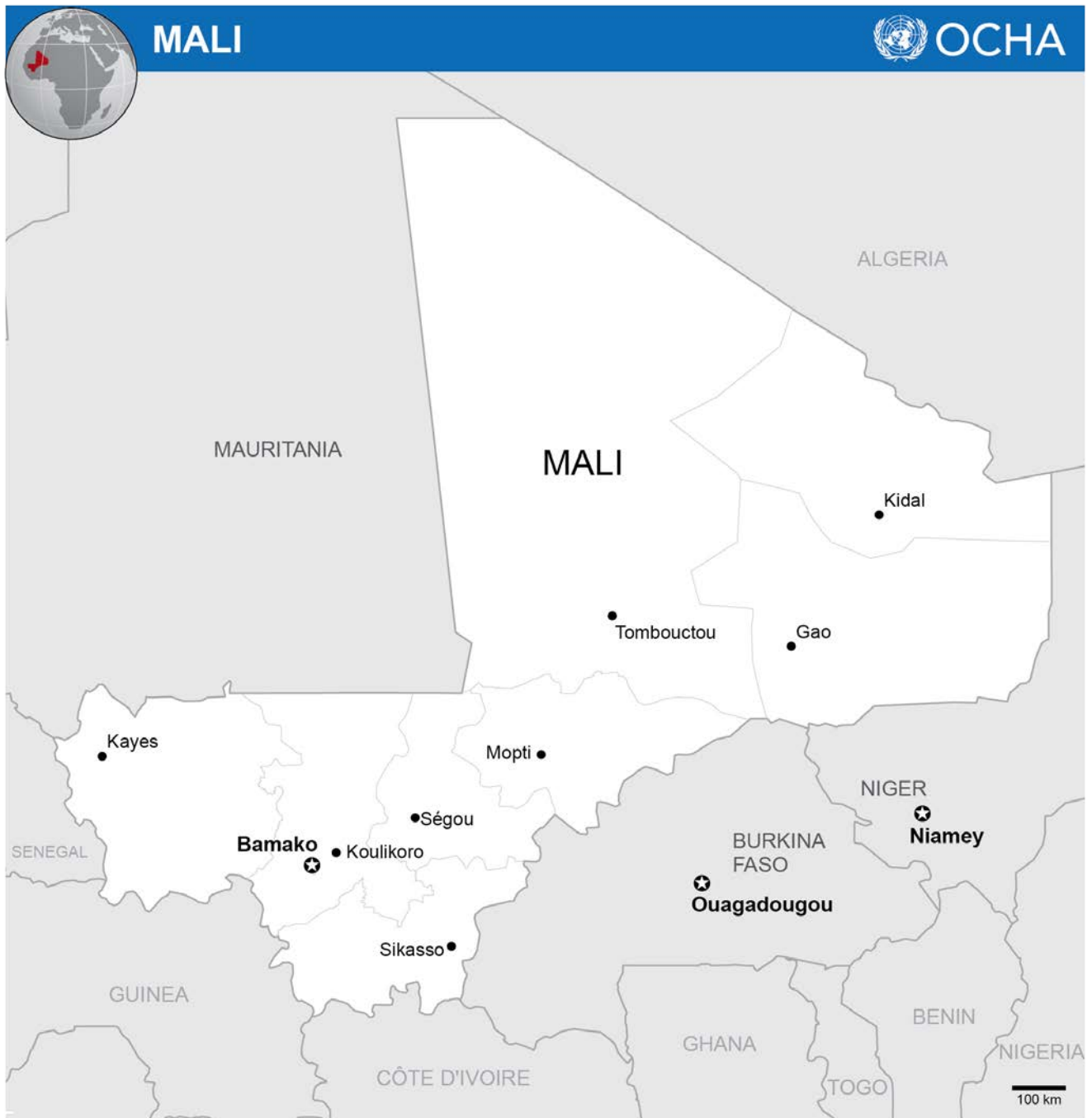


United Nations

# TABLE DES MATIERES

CARTE DE REFERENCE .....	IV
1. RESUME .....	5
Tableau 1:     Besoins et financements prioritaires.....	6
2. CONTEXTE .....	7
3. METHODOLOGIE .....	10
4. ACTIONS PRIORITAIRES .....	14
4.1.       Restauration de l'autorité de l'Etat .....	14
4.2.       Relance socio-économique.....	18
4.3.       Cohésion sociale.....	30
4.4.       Abris et biens non alimentaires.....	34
4.5.       Eau, Hygiène et Assainissement .....	39
4.6.       Education .....	43
4.7.       Logistique.....	47
4.8.       Nutrition.....	49
4.9.       Protection .....	58
4.10.      Santé .....	64
4.11.      Sécurité alimentaire .....	74
5. ANNEXES .....	85

# CARTE DE REFERENCE



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas la reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies.

Date de mise à jour: 6 juin 2013 Source de la carte: GAUL, OCHA, UNCS Commentaires : ochamali@un.org

<http://mali.humanitarianresponse.info> | [www.unocha.org/mali](http://www.unocha.org/mali) | [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int)

# 1. RESUME

Le conflit armé au Mali affectant les 3 régions nord du pays depuis 2012 a généré le déplacement de plus de 517 000 personnes, incluant 342 033 Personnes Déplacées Internes (à la date du 25/07) et 175 282 maliens qui se sont réfugiés dans les pays voisins (à la date du 22/09). Ce déplacement continue à exercer une pression lourde et croissante sur les ressources économiques des ménages qui les ont accueillis, sur les structures de santé, d'éducation, les infrastructures d'eau et d'assainissement. Les besoins humanitaires liés au conflit armé restent dès lors importants et s'ajoutent aux besoins préexistants et générés par les crises alimentaires et nutritionnelles de 2012.

Sur le plan sécuritaire, la situation s'améliore graduellement depuis l'intervention militaire de Janvier 2013 et le déploiement de la MINUSMA. De plus, l'élection présidentielle d'août 2013 qui s'est déroulée avec succès a permis le rétablissement de l'ordre constitutionnel et le renforcement de la légitimité de l'Etat. L'Administration continue quant à elle son redéploiement dans les régions qui ont été occupées par les groupes armés pendant le conflit. Ces éléments ont eu un impact sur les mouvements de populations ce dernier trimestre avec un mouvement de retour de personnes déplacées internes et de réfugiés plus important<sup>1</sup>.

La situation demeure toutefois complexe et fragile, avec des poches d'insécurité persistantes dans plusieurs zones et une nécessité d'assister tant les personnes déplacées, résidentes et retournées. Les acteurs humanitaires suivent la stratégie de réponse adoptée dans la revue à mi-parcours du CAP Mali (Processus d'Appel Consolidé 2013) pour venir en aide aux populations affectées. Toutefois, vu le niveau de financement limité<sup>2</sup> et l'approche du dernier trimestre de l'année, l'Equipe Humanitaire Pays a jugé nécessaire de mener un exercice de priorisation du CAP afin d'identifier les actions immédiates prioritaires à mettre en œuvre en toute urgence d'ici la fin de l'année. Parallèlement à cela, l'évolution du contexte a induit le besoin de soutenir ces actions immédiates d'urgence par des actions ayant pour objectif d'assurer le relèvement immédiat des populations.

Ce plan d'action se veut dès lors répondre à ce double défis pour le nord du Mali en s'articulant autour de deux dimensions : l'identification d'actions prioritaires immédiates à implémenter d'ici la fin de l'année par les différents clusters<sup>3</sup> et l'identification d'actions de relèvement immédiat dans les domaines clés de la restauration de l'autorité de l'état, la relance socio-économique et la cohésion sociale ainsi que dans les différents axes d'intervention des clusters (Abris et biens non alimentaires, Eau/Hygiène/Assainissement, Education, Nutrition, Protection, Santé et Sécurité Alimentaire).

Ce plan d'action s'appuie sur une méthodologie spécifique qui a permis d'identifier 36 zones prioritaires d'intervention au Nord Mali pour lesquelles une cartographie des services sociaux de base a été effectuée pour identifier la capacité de chaque zone à absorber les besoins des populations affectées. Chaque cluster/thème a identifié des actions prioritaires spécifiques à implémenter dans ces zones d'ici la fin de l'année et le budget qui y est alloué. Les documents en annexe fournissent davantage de détails pour ceux qui désirent en savoir plus sur les besoins et actions prioritaires identifiées.

---

<sup>1</sup> Selon le rapport DTM de l'OIM du mois de juillet 2013, environ 137 000 personnes seraient déjà rentrées dans les régions de Gao et Tombouctou à la date de fin mai 2013.

<sup>2</sup> A la date du 19 septembre 2013, le CAP, d'un montant total de USD 476 millions, était financé à seulement 37%

<sup>3</sup> Ces actions sont extraites d'un exercice de priorisation de la revue à mi-parcours du CAP

Tableau 1: Besoins et financements prioritaires

Cluster/Secteur	Budget total	Fonds obtenus	Fonds restant à recevoir	% couvert
	(\$) A	(\$) B	(\$) C=A-B	D=B/A
RESTAURATION DE L'AUTORITÉ DE L'ETAT	8.680.000	0	8.680.000	0%
RELANCE SOCIO-ECONOMIQUE	14.999.135	0	14.999.135	0%
COHÉSION SOCIALE <sup>4</sup>	700.000	0	700.000	0%
ABRIS D'URGENCE ET BIENS NON-ALIMENTAIRES	1.923.000	1.159.000	764.000	60%
EAU-HYGIENE-ASSAINISSEMENT	22.623.108	3.320.486	19.302.622	15%
EDUCATION	30.303.000	15.000.000	15.303.000	50%
LOGISTIQUE	7.676.100	4.057.098	3.619.002	53%
NUTRITION	10.545.048	5.734.314	4.810.734	54%
PROTECTION	48.820.685	19.421.799	29.398.886	40%
SANTE	29.297.000	135.252	29.161.748	0.5%
SECURITE ALIMENTAIRE	106.723.047	44.201.348	62.521.699	41%
<b>Grand Total</b>	<b>282.290.123</b>	<b>93.029.297</b>	<b>189.260.826</b>	<b>33%</b>

<sup>4</sup> Les secteurs « Restauration de l'autorité de l'Etat », « Relance socio-économique » et « cohésion sociale » fournissent également les fonds requis pour 1 an à titre indicatif. Ceci est dû à la particularité des programmes relevant de ces thématiques qui s'articulent davantage dans le long terme. Fonds requis pour un an : « Restauration de l'aurotié de l'Etat » : USD 17,270,000 ; « Relance socio-économique » : USD 57,222,178 ; « Cohésion sociale » : USD 1,695,000

## 2. CONTEXTE

Le contexte politique et sécuritaire au Mali a évolué rapidement au cours des derniers mois. En juin, la signature d'un accord préliminaire de paix<sup>5</sup> à Ouagadougou par le Gouvernement de transition et les différents groupes armés présents dans le nord<sup>6</sup> a, d'une part, permis la tenue d'une élection présidentielle sur l'ensemble du territoire et, d'autre part, ouvert la voie à un dialogue inclusif en matière de gouvernance, justice, réforme du secteur de la sécurité, et de réconciliation. Au mois d'août, l'élection présidentielle<sup>7</sup>, qui s'est déroulée sans incident majeur, a permis de rétablir l'ordre constitutionnel et a contribué à renforcer la légitimité de l'État à un moment où l'Administration poursuit son redéploiement dans les régions qui ont été sous contrôle des groupes armés pendant le conflit.

Au niveau sécuritaire, la situation dans le nord semble s'améliorer progressivement, appuyée par la restauration de l'autorité de l'État et par le déploiement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) entamé le 1<sup>er</sup> juillet. Des poches d'insécurité persistent toutefois.

Par conséquent, l'accès des acteurs humanitaires et de développement dans certaines zones touchées par le conflit s'est amélioré, permettant ainsi un renforcement des interventions dans ces régions. L'accès demeure toutefois problématique dans plusieurs zones caractérisées par une situation sécuritaire volatile. En collaboration avec les autorités nationales, de nouvelles données ont notamment pu être collectées sur les besoins d'assistance des populations dans le nord ainsi que sur l'étendue des travaux nécessaires pour réhabiliter les services et infrastructures de base endommagés pendant le conflit.

L'analyse de ces données révèle que le nord du Mali fait toujours face à une crise alimentaire aigüe et que la situation nutritionnelle y demeure préoccupante. Par ailleurs, certains progrès ont été réalisés en matière de fourniture de services de base (santé, eau et assainissement, éducation, nutrition) grâce aux efforts consentis par les autorités et leurs partenaires humanitaires et de développement; cependant, il reste beaucoup à faire pour continuer à répondre aux besoins urgents des populations tout en travaillant dès maintenant à appuyer la relance et la réhabilitation durable des services et infrastructures de base ainsi que le rétablissement des moyens de subsistance des personnes touchées par la crise.

Un autre changement observé dans le contexte du nord du Mali au cours du troisième trimestre de 2013 est un mouvement de retour de personnes déplacées internes et de réfugiés plus important<sup>8</sup>. Rappelons que la crise a fait fuir plus de 517 000 personnes (342,033 Personnes Déplacées Internes au 25/07 et 175 282 réfugiés au 22/08). Selon les partenaires humanitaires, ce mouvement de retour pourrait se poursuivre au cours des prochains mois, influencé par plusieurs facteurs : les conditions difficiles dans lesquelles vivent les populations déplacées, la réouverture des routes, la début de l'année scolaire, l'approche de la saison des récoltes, la fin de la saison des pluies et la perception que les populations déplacées ont de la situation sécuritaire dans leurs zones d'origines.

Ces nombreux changements constituent une période charnière pour le Mali au cours de laquelle l'assistance urgente aux populations dont les vulnérabilités ont été exacerbées par la crise doit se poursuivre; en parallèle, des actions doivent aussi être entreprises pour assurer le relèvement

<sup>5</sup> Accord préliminaire à l'élection présidentielle et aux pourparlers inclusifs de paix au Mali

<sup>6</sup> Le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) et le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) ont tous deux signé l'Accord et le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA) et la Coordination des mouvements et forces patriotiques de résistance (CMFPR) y ont par la suite officiellement adhéré.

<sup>7</sup> Le premier tour de l'élection présidentielle s'est déroulé le 28 juillet avec un taux de participation de xxx, le deuxième tour s'est déroulé le 11 août avec un taux de participation de xxx

<sup>8</sup> Selon le rapport DTM de l'OIM du mois de juillet 2013, environ 137 000 personnes seraient déjà rentrées dans les régions de Gao et Tombouctou à la date de fin mai 2013.

immédiat des populations. Ceci est particulièrement crucial dans le nord du pays, où l'accès aux services de bases et à la protection des populations résidentes et retournées demeurent très limités. En dépit des énormes besoins, incluant la réhabilitation et la reconstruction des infrastructures administratives, les autorités maliennes redéploient progressivement les institutions en charge de l'ordre et de la justice dans le nord du pays. Il est impératif d'aider les autorités maliennes à rétablir la fonction régaliennne de l'Etat, la fourniture de services de base et de contribuer au retour de la paix.

Ce contexte justifie une approche de relèvement immédiat afin d'intégrer des principes de développement durant cette phase historique du Mali et d'insuffler dès maintenant une vision sur le long terme. Cette approche de relèvement vise, tout en répondant aux besoins immédiats des plus vulnérables, à appuyer la restauration de l'autorité de l'Etat, à fournir immédiatement des opportunités d'emploi aux populations sans emploi - avec une priorité accordée aux jeunes et aux femmes-, à relancer les infrastructures de la microfinance et enfin, faciliter le processus de cohésion sociale et de réconciliation.

Afin d'appuyer les efforts des autorités dans cette phase cruciale de transition, les partenaires humanitaires et de développement – Agences du système des Nations Unies et Organisations non-gouvernementales - propose un plan d'actions prioritaires intégré à entreprendre dans le nord du pays d'ici la fin de 2013 en vue de :

- Apporter une assistance humanitaire aux personnes les plus vulnérables dans le nord du Mali (résidentes et retournées);
- Renforcer l'accès des populations résidentes et retournées aux services de base (éducation, santé, nutrition, eau, hygiène et assainissement, marchés), à la protection, ainsi qu'aux infrastructures de base et services étatiques;
- Renforcer les moyens de subsistances et la capacité de résilience des populations résidentes et retournées.

L'approche intégrée de ce plan favorise la synergie entre les secteurs et thématiques d'interventions des partenaires humanitaires et de développement en vue d'assurer une réponse multisectorielle ciblant à la fois les besoins urgents et les besoins visant le relèvement immédiat des populations présentes dans le nord.

Ce plan d'actions prioritaires se présente comme un outil programmatique flexible et dynamique qui fait le lien entre le CAP, le PRED ainsi que la Stratégie Nationale d'Interventions Sociales en Réponse aux besoins spécifiques et Communautaires des Populations Affectées par la Crise pour la Relance du Développement Durable

## Position sur le retour

Le papier de positionnement de l'EHP (Mai 2013) estimait, suite à l'escalade du conflit, que les conditions de retour n'étaient pas réunies pour permettre le retour librement consenti des personnes déplacées internes et des réfugiés. Cependant, les conditions dans les régions affectées par le conflit ayant évoluées, les paramètres et scénarii ci-après seront pris en considération pour faciliter ou non le retour librement consenti des populations. Les trois scénarios suivants sont envisagés et seront mis en œuvre en fonction de si les conditions d'un retour librement consenti sont réunies.

**Situation 1 : Malgré des conditions non favorables pour un retour sécurisé, basé sur un choix informé, c'est-à-dire volontaire, on constate des retours spontanés progressifs. Dans cette situation, l'EHP ne prend pas d'action pour promouvoir, encourager ou faciliter le retour mais propose les actions suivantes :**

- Mettre en place des structures et mécanismes de coordination
- Informer les PDI et réfugiés sur les conditions de retour

- Assurer une assistance humanitaire sur base des vulnérabilités/besoins pour les personnes ayant spontanément décidé de retourner ainsi qu'aux communautés dans les zones d'origine.
- Renforcer le support aux services de base dans les zones de retour dont les services de base présentent des insuffisances

**Situation 2 : les conditions dans les zones d'origine sont jugées adéquates pour un retour librement consenti et durable. Dans cette situation, l'EHP peut entamer des actions visant à accompagner le retour**

En plus des activités de la situation 1, les actions suivantes seront menées :

- Faciliter et assister le retour pour les PDI et réfugiés les plus vulnérables
- Action pour assurer la durabilité du retour
- la réintégration des personnes déplacées et réfugiées

**Situation 3 : Les PDI et réfugiés ne souhaitent pas retourner et choisissent l'intégration locale ou la réinstallation dans une autre zone du Mali**

Les activités de la situation 1 et 2 seront mises en œuvre dans les zones d'intégration locale et de réinstallation.

- Activité 1 : Suivi et profilage des populations qui choisissent de ne pas retourner.
- Activité 2 : Soutien humanitaire dans les zones de déplacement pour les PDIs et réfugiés pour favoriser leur intégration locale basé sur les besoins et la vulnérabilité

Afin de déterminer **si une zone de retour doit être considérée comme situation 1 ou 2**, les partenaires humanitaires se rendront sur les zones et devront se rapprocher des acteurs clefs qui devront présenter des garanties d'objectivité et d'impartialité, afin de leur poser une série de questions. Le groupe de travail sur le retour sera chargé d'approuver le questionnaire et la méthodologie à employer. A partir de ces informations, le partenaire établira un rapport qu'il présentera au groupe de travail sur le retour, qui sera chargé de décider de façon collégiale si la zone doit être considérée comme situation 1 ou 2. Le questionnaire prendra notamment en compte les éléments suivants :

1. Situation sécuritaire et nombre d'incidents rapportés au cours du mois
2. Présence de forces de sécurité nationales et internationales
3. Présence et capacité opérationnelle de groupes armés
4. Présence effective des autorités locales
5. Cohésion sociale et nombre d'incident communautaire rapporté au cours du dernier mois
6. Situation de protection et nombre d'incidents rapportés
7. Moyen de transport effectif et accès sécurisé
8. Etat des lieux des systèmes sanitaires et scolaires
9. Etat des services en eau, hygiène et assainissement
10. Sécurité alimentaire, fonctionnement des marchés et nutrition.
11. État de lieu des logements
12. Accès aux moyens de survie (par exemple à la terre, aux semences, outils de pêche etc.,)



# 3. METHODOLOGIE

## La demande de l'équipe humanitaire pays (EHP)

L'équipe humanitaire pays et le Coordinateur Humanitaire ont fait la requête auprès des différentes agences des Nations Unies, Clusters et ONG internationales que soit mis en place un groupe de travail chargé de l'élaboration d'un plan d'action pour le nord du Mali.

Ce plan d'action pour le nord du Mali comprend deux dimensions : l'identification des besoins immédiats et des réponses immédiates qui doivent leur être apportées par Cluster, et les besoins de relèvement précoce par secteur. Les éléments communs aux deux composantes du plan requis par l'équipe humanitaire pays sont l'identification des zones prioritaires, l'analyse de l'état des services sociaux de base dans le nord du Mali, et leur cartographie.

L'exercice de cartographie intégré dans le plan et mené par le groupe de travail GIS a permis d'obtenir une liste des zones prioritaires, une analyse détaillée de la situation en matière d'écoles, de centres de santé, et de services WASH, et une analyse des lacunes et des besoins détaillés pour les services sociaux de base concernés. La cartographie des services sociaux de base nous fournit également la capacité de chaque région à absorber un éventuel retour massif de la population et identifie les besoins dans le moyen à long terme en matière de services sociaux de base dans le cadre du relèvement immédiat.

Le groupe de travail GIS a superposé les différentes couches thématiques avec la densité de la population. Grâce au travail de l'OIM et du HCR sur la cartographie des zones d'origines des PDI et des réfugiés, des zones d'accueil des PDI, et des zones de destination des retournés, nous avons été à même d'identifier les zones prioritaires en insérant ces indicateurs au-dessus des couches superposées. Une matrice identifiant 36 zones prioritaires dans les régions du nord du Mali et dans les régions de Ségou et Mopti a été produite et mise à la disposition des partenaires humanitaires pour un meilleur ciblage de leurs interventions.

Les critères d'identification des zones prioritaires sont

- Zones à forte densité de population
- Zone de présence des déplacés
- Zones de retour des déplacés internes
- Zones d'origine des réfugiés
- Communes à forte vulnérabilité

La superposition de couches provenant d'UNMAS localisant la présence de zones contaminées a permis d'ajouter un indicateur de sécurité à l'analyse. Enfin, l'analyse d'accès a constitué un élément supplémentaire permettant l'amélioration de la méthodologie.

## La collecte de données

Le groupe de travail GIS, en collaboration avec les Clusters, les agences des Nations Unies, les autorités nationales et les ONG, collecte une grande quantité d'information et de données, et entreprend leur nettoyage ainsi que leur consolidation afin que chacun dispose d'une base de données commune en matière de services sociaux de base.

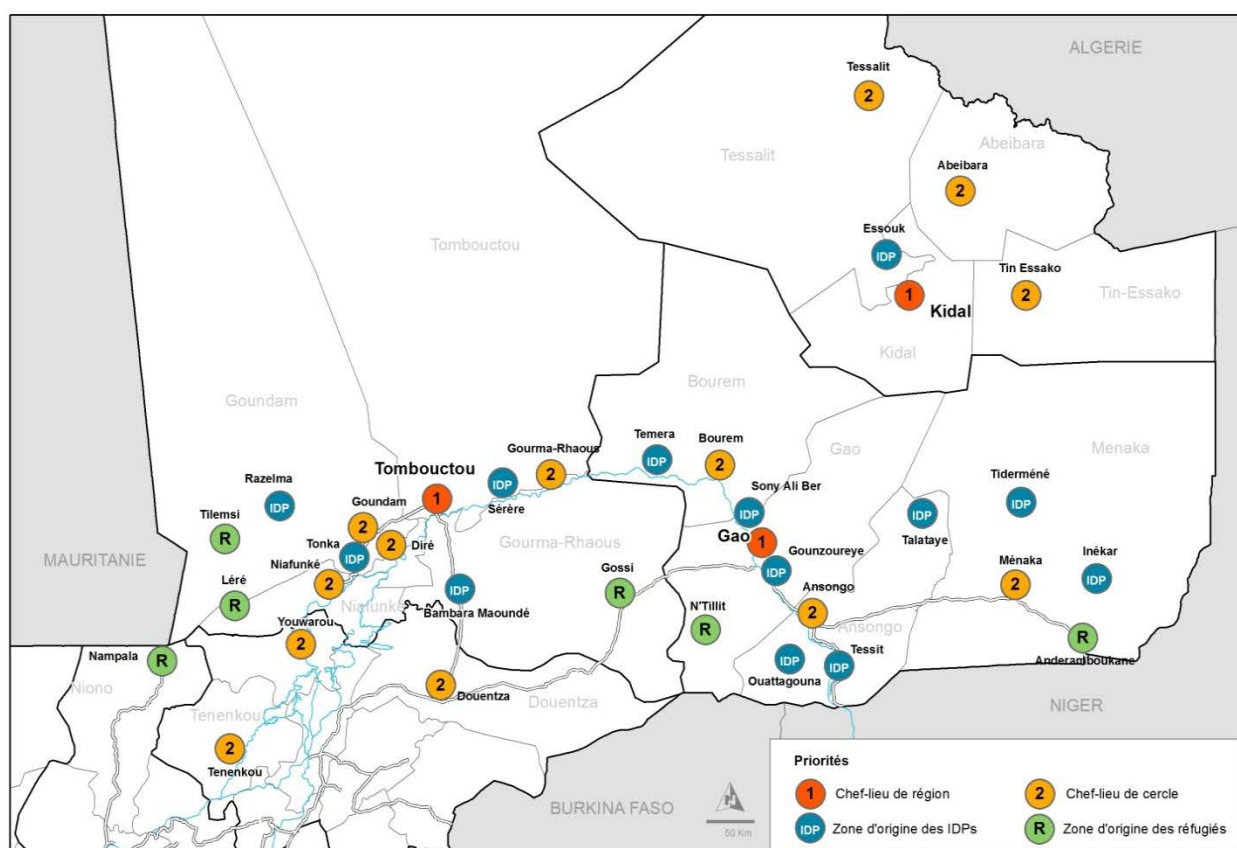
Nous avons jusqu'à maintenant récupéré les ensembles de données suivants:

- Population 2009 et 2013 (projection de l'INSTAT)

- Zones de destination des déplacés dans les régions Nord (OIM)
- Zones de destination des retournés dans les régions Nord (OIM)
- Zones d'accueil des déplacés (OIM)
- Zones d'origine des réfugiés (UNHCR)
- Zones d'origine des personnes déplacées (OIM)
- Ecoles fonctionnelles en juin 2013 (Cluster Education, UNICEF)
- Etat des centres de santé (Cluster Santé, OMS)
- Appui au programme de Nutrition (Cluster Nutrition, UNICEF)
- AEP/AES et forages (Cluster EHA, DNH, UNICEF) avec une estimation de la fonctionnalité post-crise
- Zone à risque potentiel de contamination UXOs (UNMAS)
- Vulnérabilité (ODHD)

## Cartographie des services sociaux de base au nord du Mali

Après avoir ciblé les zones prioritaires, nous avons défini une zone tampon délimitée par un cercle d'un rayon de 5km à partir des chefs-lieux régionaux et des chefs-lieux de cercle prioritaires, afin que deux niveaux de priorité soient déterminés pour l'identification et l'extraction des services sociaux de base. Une fois ce niveau d'information atteint, nous avons identifié les principaux axes logistiques entre les chefs-lieux prioritaires et nous avons appliqué la même zone tampon, ce qui a permis de définir un troisième niveau de priorité qui a servi à l'extraction des services sociaux de base concernés. A ce jour, nous avons identifié **36 zones prioritaires (voir liste ci-dessous)**



Region	Cercle	# des Communes		Categories de Prioritisation																			
			Poids pour l'indicateur	3	1	1	3	5	1	3	5	1	3	5	7	9	1	3	5	7	9		
			Zone Prioritaire	Capital Regional	Chefe Lieux de Cercle	Zones de Retours IDPs <5,000	Zones de Retours IDPs 5,001 - 10,000	Zones de Retours IDPs >10,001	Zone d'origine refugiees <5,000	Zone d'origine refugiees 5,001 - 10,000	Zone d'origine refugiees >10,000	Nombre de IDPs <5,000	Nombre de IDPs 5,001 - 15,000	Nombre de IDPs 15,001 - 30,000	Nombre de IDPs 30,001 - 50,000	Nombre de IDPs >50,001	Population <10,000 (1)	Population 10,001 - 30,000 (2)	Population 30,001 - 50,000 (3)	Population 50,001 - 80,000 (4)	Population >80,000 (5)	Pouplation (INSTAT projection 2013)	Priority Z-Score
Gao	Gao	1	Gao																			99,839	21
		2	Gounzoureye																			31,505	7
		3	Sony Aliber																			55,055	9
		4	N'tillit																			25,765	7
	Ansongo	5	Ansongo																			34,791	9
		6	Ouattagouna																			34,989	10
		7	Talataye																			16,213	5
		8	Tessit																			15,916	5
	Menaka	9	Menaka																			26,198	19
		10	Alata																			3,302	1
		11	Inekar																			6,268	3
		12	Tidermene																			6,278	3
		13	Anderamboukane																			20,915	10
	Bourem	14	Bourem																			31,781	8
		15	Temera																			23,720	7
Tombouctou	Tombouctou	16	Tombouctou																			63,227	17
	Dire	17	Dire																			23,538	6
	Goundam	18	Goundam																			14,567	7
		19	Razelma																			5,090	3
		20	Tonka																			61,661	11
		21	Tilemsi																			8,555	8

	Gourma-Rharous	22	Rharous																			30,424	8
		23	Bambara Maoude																			19,080	5
		24	Gossi																			27,853	14
		25	Serere																			9,993	7
	Niafunke	26	Souboundou																			46,788	8
		27	Lere																			20,176	10
Kidal	Kidal	28	Kidal																			29,902	11
		29	Essouk																			2,738	2
	Tessalit	30	Tessalit																			6,429	2
	Abeibara	31	Abeibara																			5,238	3
	Tin-Essako	32	Tin-Essako																			2,988	2
Mopti	Douentza	33	Douentza																			27,775	6
	Tenenkou	34	Tenenkou																			13,045	5
	Youwarou	35	Youwarou																			26,974	5
Segou	Niono	36	Nampalari																			12,845	4

## 4. ACTIONS PRIORITAIRES

### 4.1. Restauration de l'autorité de l'Etat

L'autorité de l'État a été particulièrement affaiblie dans les régions de Kidal, Gao, Tombouctou, ainsi qu'une partie des régions de Mopti et Ségou, avec comme corollaire la destruction systématique de tout ce qui caractérise l'État, la justice et les services de sécurité. Avec le retour à l'accalmie de la situation sécuritaire, mais aussi et surtout le retour progressif et spontané d'environ 140 000 maliens dans le pays, il devient impératif d'assurer dans ces localités, la présence de l'Etat, des fonctionnaires de la justice, de la police et des forces de sécurité, de même que des collectivités locales afin de rétablir la fonction régaliennne de l'Etat, la fourniture de services de base et de contribuer au retour de la paix.

En dépit des énormes besoins, incluant la réhabilitation et la reconstruction des infrastructures administratives et autres bâtiments publiques saccagés lors des événements, les autorités maliennes redéployent progressivement les institutions en charge de l'ordre et de la justice dans le nord du pays. Elles planifient d'augmenter le nombre de commissariats de police et de gendarmerie dans les régions de Gao, Tombouctou, et Kidal ainsi que dans le cercle de Douentza. Une des priorités nationales cruciales est d'établir une chaîne pénale pleinement fonctionnelle, basée sur les nouvelles unités intégrées de support à la justice et à la sécurité. Aussi, des mesures incitatives sont mises en place par les autorités nationales pour encourager les fonctionnaires à rejoindre leurs postes respectifs. Mais la volonté manifestée par ceux qui sont repartis se heurt sur le terrain à des obstacles réels qui entravent la reprise des services de l'État. Il s'agit de disposer d'un minimum d'infrastructures et des équipements informatiques ou de bureau en état de fonctionnement et de garantir l'ordre et la sécurité publique en ouvrant les commissariats de police et les maisons d'arrêt. Ces besoins sont assez criants pour les 17 Cercles et leurs communes particulièrement affectés par la crise dans les trois régions concernées.

Ces efforts des autorités maliennes seront soutenus par l'Équipe pays des Nations Unies (UNCT) en collaboration avec d'autres partenaires, pour la restauration de l'État de droit à travers le rétablissement de la police, de la justice et des institutions pénitentiaires dans les zones libérées. Cet appui devrait prendre en compte les besoins suivants : (i) la mobilisation de matériel et d'assistance financière pour la réhabilitation d'infrastructures-clé; (ii) la fourniture d'équipement (bureaux, matériel informatique et consommables) ; et (iii) le redéploiement de la police et de la justice sur base de la feuille de route du secteur de la justice.

Les activités à réaliser devront renforcer le rétablissement de l'autorité de l'Etat, favoriser l'accès à la justice et le respect des Droits de l'homme et de l'égalité du genre dans les domaines suivants :

#### Infrastructures / Equipements

- Réhabilitation des infrastructures publiques (bureaux, résidences des représentants de l'Etat et des collectivités territoriales, et maisons d'arrêt) ;
- Dotation en matériel bureautique, mobilier de bureaux et d'équipement de salles d'audience dans les trois régions du Nord, ainsi que quelques cercles de Mopti et Ségou.

#### Renforcement des Capacités / Formation

- Evaluation des besoins immédiats spécifiques de renforcement des capacités, suivie de formations des cadres et agents redéployés en rapport avec leurs domaines de

compétences (Ex : Ethique et Redevabilité ; Renouveau du service public, Principes démocratiques, Civisme et Citoyenneté, etc.)

- Formation des agents de Police et de sécurité sur les Droits de l'Homme et prise en compte du genre
- Amélioration des conditions de sécurité et renforcement des services d'ordre (police, gendarmerie)
- Information/ sensibilisation/ Education /Communication en direction des populations sur la reprise des prestations de services publics et le rôle de chacun des acteurs dans la restauration de l'Etat de droit et la consolidation de la démocratie, la promotion et la protection du genre et des Droits de l'Homme à travers divers canaux de communication dans des langues du terroir (2 diffusions / jour x 2 mois dans les deux principales langues de la localité

#### Micro-projets à impact rapide

- Développement de 50 actions à impact rapide<sup>9</sup> et démonstratif pour restaurer la confiance entre l'administration et les citoyens (réhabilitation de 30 pompes et forages, 20 banques de céréales, 20 moulins pour réduire la corvée des femmes, etc.).

Le tableau ci-dessous résume les actions prioritaires à mener par zone géographique prioritaire.

---

<sup>9</sup> Ces micro-projets sont indépendants des Quick Impact Projects (QIPs) implémentés par la MINUSMA

Actions prioritaires (réalisables d'ici la fin de l'année)	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Budget total	Montant disponible	Montant à financer d'ici la fin de l'année	Gap à financer sur un an (indicatif)
1	2	3	4=5+7	5	6	7
<b>Réhabilitation et équipement d'infrastructures :</b>	5 Préfectures	<u>Régions de :</u>	7 200 000	0	2 800 000	7 200 000
. Bureaux : 30	10 Sous-Préfectures	Gao, Tombouctou, Kidal,	4 800 000	0	1 000 000	4 800 000
. Résidences : 30	15 Collectivités Locales					
Maisons d'arrêt : 02	2 cercles ou Préfectures	<u>Cercles de : Youwarou et Bourem</u>	450 000	0	60 000	450 000
<b>Constitution de 210 mallettes (contenant les textes fondamentaux de la déconcentration et de la décentralisation) à l'endroit des autorités Régionales et locales (Gouverneurs, Préfets, sous-préfets, Conseils Régionaux, Conseils des Cercles et Communes)</b>	3 Gouverneurs, 17 Préfets, 50 sous-préfets, 150 Collectivités (5 Conseils Régionaux, 17 Conseils des Cercles et Communes)	<u>Régions de :</u> Gao, Tombouctou, Kidal, Mopti (3 cercles ou P) Ségou (2 S-P)	420 000	0	420 000	420 000
<b>Appui à la dotation de 180 kit (1 ordinateur et accessoires, 1 table de travail, 2 chaises visiteurs, une armoire de classement de dossiers, un stock de papier) nécessaire au fonctionnement normal des représentants de l'État, des collectivités locales, des magistrats et des agents de maintien de la sécurité</b>	17 Préfectures 50 Sous-préfectures, 150 Collectivités territoriales	<u>Régions de :</u> Gao Tombouctou Kidal Mopti (3 cercles ou P) Ségou (2 S-P)	1 800 000	0	1 800 000	1 800 000
<b>Evaluation des besoins immédiats spécifiques de renforcement des capacités, suivie de formations des cadres et agents redéployés en rapport avec leurs domaines de compétences (Ex : Ethique et Redevabilité ; Renouveau du service public, Principes démocratiques, Civisme et Citoyenneté, etc.)</b>	5 thèmes de formations pour au moins 500 Agents	<u>Régions de :</u> Gao Tombouctou Kidal Mopti (3 cercles ou Préfectures) Ségou (2 Sous Prefets)	500 000	300 000	200 000	200 000
<b>Formation de 500 agents de Police et de sécurité sur les Droits de l'Homme et prise en compte du genre</b>	500 Agents de police et service de sécurité	<u>Régions de :</u> Gao Tombouctou Kidal Mopti (3 cercles ou Préfectures) Ségou (2 Sous Préfets)	100 000	0	100 000	100 000

Actions prioritaires (réalisables d'ici la fin de l'année)	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Budget total	Montant disponible	Montant à financer d'ici la fin de l'année	Gap à financer sur un an (indicatif)
1	2	3	4=5+7	5	6	7
Information/ sensibilisation/ Education /Communication en direction des populations sur la reprise des prestations de services publics et le rôle de chacun des acteurs dans la restauration de l'Etat de droit et la consolidation de la démocratie, à travers divers canaux de communication dans des langues du terroir (2 diffusions / jour x 2 mois dans les deux principales langues de la localité	Populations des 5 régions touchées soit environ 5 Millions habitants	Régions de : Gao Tombouctou Kidal Mopti (3 cercles ou Préfectures) Ségou (2 Sous -P)	2 000 000	200 000	1 800 000	1 800 000
Développement de 20 actions à impact rapide et démonstratif pour restaurer la confiance entre l'administration et les citoyens (réhabilitation de 30 pompes et forages, 20 banques de céréales, 20 moulins pour réduire la corvée des femmes, etc.).	20 localités pour environs 2 millions de personnes	Régions de : Gao Tombouctou Kidal Mopti (3 cercles ou Préfets) Ségou (2 Sous - P)	500 000	0	500 000	500 000
<b>Total</b>			<b>17 770 000</b>	<b>500 000</b>	<b>8 680 000</b>	<b>17 270 000</b>



## 4.2. Relance socio-économique

### Situation actuelle

La crise politique, institutionnelle et sécuritaire que le pays a connue en 2012 s'est traduite par le déplacement de 333 622 personnes du nord vers le sud du pays et 175 282 personnes réfugiées dans les pays voisins, la dégradation des bâtiments publics et des services sociaux de base, la récession de l'activité économique de 1,2% en 2012 et la hausse de 2,5 points du taux de pauvreté au niveau national. Par ailleurs, le Mali est un pays caractérisé par l'extrême jeunesse de sa population : plus de 60% de la population a moins de 25 ans (Recensement Général de la Population et de l'Habitat – RGPH 2009). Entre 1998 et 2009, la population d'âge compris entre 15 et 40 ans est passée de 37,4 à près de 40%. Cette jeunesse fait face à plusieurs difficultés qui entravent son développement. Ces difficultés, aggravées par la crise que vit le pays depuis 2012, font de la jeunesse malienne une frange de plus en plus vulnérable, en particulier dans les zones directement touchées par la crise. Ces jeunes de retour dans leur localité d'origine (majoritairement au nord du Mali) se retrouvent généralement plus démunis et vulnérables qu'à leur départ, sans sources de revenus. En plus, les populations déplacées, pour la majorité, ont vécu ou vivent au sein de familles d'accueil, accroissant du coup la vulnérabilité de ces dernières. Dans ce contexte, les disparités socio-économiques entre les hommes et les femmes fragilisent d'autant plus la situation de ces dernières.

Par ailleurs, la crise a conduit au retrait des institutions financières des régions du nord. Les systèmes financiers décentralisés n'assurent pratiquement aucun financement à moyen ou long terme pour la promotion des AGR, du stockage associatif ou communautaire des productions végétales vivrières, de la petite transformation et de la commercialisation des productions végétales, animales, halieutiques et artisanales. Les infrastructures micro finance doivent être impérativement restaurées et renforcées afin de contribuer à la pérennisation des activités économiques locales (AGR, micro-entreprises, commerce). Une attention devra être portée pour un accès équitable à leurs services financiers.

### Besoins

- Les populations résidentes au nord et les populations déplacées de retour doivent urgemment bénéficier d'emplois et de revenus décents; dans l'immédiat, la mise en place de travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO) qui intègrent les questions de genre s'impose.
- Il faut développer le secteur et les services de la micro finance ; en aidant les investissements humanitaires et de développement à faire parvenir leurs flux financiers via de nouvelles infrastructures, non seulement les paiements seront sécurisés, mais de plus, cela aidera sur le long terme à la mise en place de la décentralisation de la fiscalisation.
- Les emplois ruraux, agricoles et non agricoles devront être créés et renforcés, à travers la promotion du développement économique local,
- Les populations du nord disposent de peu de sources d'énergie. Il faut investir dans la production d'énergie renouvelable pour la transformation et la conservation des produits agricoles et pour faciliter la création de petites entreprises.

## Actions prioritaires

Avec le retour de la paix et de l'administration, il convient de travailler à soutenir les populations vulnérables

- (i) pour la stabilisation des moyens d'existence des jeunes hommes et femmes, des déplacés et des retournés, à travers la mise en place de travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO),
- (ii) le relèvement économique local à travers la création des groupes d'épargnes et promotion des micro-entreprises pour les jeunes hommes et femmes
- (iii) la création d'emplois durables et le développement inclusif sur le long terme

La stratégie de relèvement économique s'appuiera sur la politique des Nations Unies pour la création d'emplois et de revenus dans une situation de post conflit et qui suit 3 volets simultanés (A, B et C) consacrés respectivement à :

- (i) la stabilisation des moyens d'existence,
- (ii) le relèvement économique local
- (iii) la création d'emplois durables et le développement inclusif.

### **Volet A : La stabilisation des moyens d'existence par la création d'emplois d'urgences (actions immédiates)**

La stabilisation des revenus des jeunes par la création d'emplois rapides et temporaires au profit de 150 000 jeunes par la réhabilitation et l'amélioration des infrastructures et services communautaires qui ont pour effet de maintenir la paix parmi les groupes cibles, par exemple les jeunes exposés à des risques élevés, les jeunes femmes victimes d'exactions, les personnes déplacées de retour et d'autres groupes nécessitant des secours urgents ou exposés à d'importants risques d'exploitation ou d'abus y compris les coopératives de producteurs et les associations paysannes féminines. Une partie des revenus perçus par les participants peuvent également être canalisés via des systèmes de crédits-épargnes afin qu'ils contribuent à des investissements productifs à plus long terme que si ces revenus étaient dépensés uniquement de manière immédiate (voir Volet C – Micro finance communautaire).

Les travaux se feront sur des sites identifiés par les collectivités territoriales (sur la base des priorités contenues dans les plans de développement économique social et culturel) et après concertations avec les parties prenantes. Les structures techniques compétentes dans les domaines d'intervention HIMO retenues seront également mises à contribution (aménagement, urbanisme, environnement, reboisement, assainissement...).

Plus spécifiquement, les travaux suivants seront lancés:

- Le curage, le surcreusement et la protection des 250 km de chenaux (protection des berges, la fixation des déblais issus du curage des chenaux, la fixation des dunes ainsi que le reboisement) ;
- La réhabilitation du « Centre Jeunes » de Tombouctou à travers une approche de service de reconstruction communautaire impliquant au moins 100 jeunes de 16 à 35 ans ;
- L'aménagement de trois périmètres irrigués moyens en maîtrise totale sur 100 hectares, de 4 périmètres maraichers (20 hectares), de 9 étangs piscicoles;
- La remise en état de fonctionnalité des forages de Chartatane, Tinsabara, Maïfata et de Banzéna en vue de l'approvisionnement en eau des pasteurs et leurs troupeaux (environ 50 000 têtes) et en même temps la sécurisation du parcours des éléphants (400 environ) ;

- La reconstruction de l'ouvrage de régulation de la mare de Gossi pour éviter les inondations et empêcher les éléphants de faire un détour de 150 km pour s'abreuver quand la mare est asséchée ;
- Le Surcreusement de la mare de Oussougou et les travaux de stabilisation rapide des berges: la mare d'Oussougou pour l'abreuvement du bétail et le maintien des troupeaux d'éléphants à des fins touristiques ;
- L'Aménagement des pare feux/pistes écotouristiques sur 350 km: l'Aire de Conservation de Subundu Yandu;
- La construction de 6 magasins de stockage de pomme de terre (bâtiment à haute efficacité énergétique avec un dispositif de réfrigération solaire).
- La redynamisation des banques de céréales locales et la réhabilitation des marchés locaux par une approche HIMO (c'est un aspect important pour la relance de la commercialisation, mais il faut voir dans quel état sont ces infrastructures)
- Le soutien au reboisement en vue de la création d'un potentiel économique (200 ha de bois de service et bois de chauffe) basé sur une diversification des activités des producteurs locaux et offrant aux pouvoirs communaux une opportunité de mise en œuvre de politiques locales de protection et de restauration des ressources naturelles ligneuses ainsi que des parcours de pâturage. Création de 50 emplois durables et 2.400 emplois immédiats (HIMO).

## **Volet B Relèvement économique local**

Ce volet vise un relèvement économique local et durable par la promotion des AGRs au profit d'environ 125 000 jeunes et femmes regroupés en associations ou en groupements d'intérêt économique, la promotion des services de soutien à l'emploi direct, comme les programmes de développement de micro-entreprises et de la micro finance. Une approche de développement économique local, qui s'appuie sur des chaînes de valeurs agricoles et non agricoles susceptibles de créer de nombreux emplois (exemple : tourisme et entreprise agro-alimentaire) sera privilégiée.

- Réintégration économique des jeunes hommes et femmes et leurs organisations dans le cadre d'environ 1 700 initiatives privées collectives au profit de 15 000 jeunes environs.
- Promotion des AGRs au profit d'environ 125 000 jeunes et femmes regroupés en entreprises d'économie sociale et solidaire (associations ou groupements d'intérêt économique, coopérative). Le programme facilitera la collaboration entre les collectivités locales des zones d'intervention et certaines institutions financières pour appuyer le financement des AGR à travers l'accès à des lignes de crédits auprès des institutions ou opérateurs financiers sur fonds de garantie conclu avec les collectivités locales.
- Soutien à la création de 1 500 micro-entreprises dans la communauté afin de fournir une opportunité de revitaliser l'économie locale et promouvoir les opportunités d'emplois, notamment à travers les possibilités d'auto-emploi.
- Renforcement des compétences des jeunes et des femmes en harmonie avec les besoins réels des économies locales.
- Promotion des emplois verts dans l'agroforesterie (Exemple passé de Tombouctou)
- Organisation de groupements de jeunes en vue de la relance de la filière bois de service en 5ème et 6ème Région (achat aux producteurs locaux, mise aux normes de qualité requise et commercialisation des perches d'eucalyptus produites localement) afin de fournir en matériaux de construction le marché de la reconstruction (poutres, linteaux) ainsi que la relance du sciage en vue de la production de bois d'œuvre pour la fabrication de mobiliers (mobiliers scolaires notamment). La production de tabliers de ponts en bois

sera initiée afin d'intéresser au développement d'un marché liés à l'amélioration des voies de communications de dessertes locales à faible coût.

### **Volet C Création d'emploi décents et développement inclusif:**

- **la promotion de l'entrepreneuriat féminin:** en élaborant et en mettant en œuvre une stratégie de promotion de l'entrepreneuriat féminin, en appuyant la création d'entreprises individuelles et d'économie sociale et solidaire et en leur facilitant l'accès aux marchés, aux finances, à l'information, à la technologie et à la formation ;
- **Mise en place de filets sociaux de sécurité:** l'élaboration d'une véritable stratégie de mise en place des filets sociaux répondant aux besoins des couches vulnérables pourra résoudre l'insécurité alimentaire structurelle et la pauvreté chronique (formation de 500 jeunes aux métiers de l'artisanat et à la transformation des produits agricoles et facilitation de leur installation) ;
- **Contribution à une certaine mise à niveau des élus locaux et des responsables des 73 communes des régions de Mopti, Gao, Tombouctou et Kidal** notamment en renforçant leurs capacités de programmation locale et de maîtrise d'ouvrage des dites actions pour la réinsertion économique ;
- **Développement des capacités productives et commerciales dans les filières** gomme arabique, pommes de terre et bétail-viande dans les régions de Tombouctou, Gao et Kidal.
- **Organisation de programmes de formation et de services d'orientation,** de formation et de conseil pour les entrepreneur(e)s
- **Appui aux coopératives et aux entreprises socio-économiques** qui peuvent générer des emplois, à travers des appuis financiers et non financiers adaptés à leur besoins.
- **Cartographie des opportunités d'emplois et de relance économique:** il s'agit d'élaborer une cartographie identifiant les besoins et les potentialités du marché local de l'emploi en vue de contribuer à la définition des appuis à mettre en œuvre dans le cadre de la réintégration et du relèvement socio-économique des groupes vulnérables en situation de post-crise au Mali (en 5ème, 6ème et 7ème Région). Dans ces études, un accent tout particulier sera mis sur la création d'emplois d'urgence et la relance économique post-crise. Les liens entre le potentiel d'initiation d'emplois d'urgence et la création et l'obtention d'emplois stables à long terme seront mis en évidence. Il s'agira de souligner les opportunités de valoriser et de rentabiliser au mieux les investissements et financements immédiats consentis en situation d'urgence en réponse aux besoins immédiats des populations. Cet appui pouvant constituer une réelle opportunité de constituer une base solide et un volant démultiplicateur permettant d'impulser une relance économique locale source de création d'emplois stables à plus long terme.
- **Formation et aide à la gestion:** orientée prioritairement sur les capacités des exploitants, auto-entrepreneurs, initiateurs d'activités génératrices de revenus, (hommes et femmes), peu ou pas alphabétisés, à acquérir rapidement les compétences de base nécessaires à la gestion de leur activités (notamment afin de leur faciliter l'accès aux crédits et la gestion des fonds). Programmes d'alphabétisation fonctionnelle à l'autogestion des activités.

### **Développement de la micro-finance:**

Ce secteur présente deux options:

1. Le secteur de la micro finance sera développé afin de mettre en place des services financiers indispensables au développement local. Ce développement s'appuiera sur les opérateurs financiers existants, mais qui ont besoin d'un renforcement de leurs capacités. La mise en place d'infrastructures financières facilitera les transferts

financiers et contribuera également à la décentralisation fiscale. De nouveaux services financiers seront promus, telle que l'assurance des personnes et des biens.

2. Les systèmes communautaires de crédits-épargnes au sein de groupes d'intérêt et qui ne dépendent pas directement des opérateurs financiers (externes). Il s'agit d'initiatives communautaires (de type tontine) qu'il faudra appuyer afin de développer leurs capacités financières (capital à travers des transferts conditionnés, HIMO, etc.) et de gestion. Pour les groupes ruraux, il est important d'y associer des activités liées à la production, diversification de moyens d'existence, protection des ressources naturelles mais aussi la promotion des bonnes pratiques pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'intégration sociale. Grâce à leur capital financier et leur dynamisme, ces groupes offrent de multiples opportunités tant pour la diversification que l'accumulation de biens et savoirs qui consolident la résilience du groupes et de ses membres.

Le tableau ci-dessous résume les actions prioritaires à mener par zone géographique prioritaire

Activités	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Budget Total (en USD)	Fonds disponibles (en USD)	Gap à financer d'ici la fin de l'année	Gap à financer sur un an (indicatif)
1	2	3	4=5+7	5	6	7
<b>VOLET A: La stabilisation des moyens d'existence par la création d'emplois d'urgences (actions immédiates)</b>						
<b>UNDP. Réalisation d'aménagement adéquats, le curage, le surcreusement et la protection des 250 km de chenaux en vue d'augmenter la production, la productivité et les revenus des producteurs</b>	40 000 emplois	Tombouctou (Cercles de Goundam, Diré, Tombouctou)	5 000 000	2 000 000 Norvège	1 000 000	3 000 000
<b>UNDP. Réhabiliter et rendre fonctionnel le « Centre Jeunes » de Tombouctou à travers une approche de service de reconstruction communautaire</b>	500 emplois créés	Tombouctou	906 500	906 500		
<b>UNDP. Installation de pare feux/pistes sur 350 km le long du périmètre de la zone de protection intégrale et stabilisation des berges à travers le reboisement</b>	700 emplois créés (bénéficiaires 170 000 habitants de la région de Tombouctou)	Tombouctou (Cercles de Goundam, Diré, Tombouctou)	500 000	90 000 Japon	110 000	410 000
<b>UNDP. Réhabilitation de 5 Adductions d'eau potable sommaires</b>	Essakane, Tin Aicha, Télé, Issaberi, Goundam	Tombouctou (Cercles de Goundam, Diré,)	200 000	89 000 Japon 46 500 France	64 500	64 500
<b>UNDP. Reconstruction de l'ouvrage de régulation de la mare de Gossi pour éviter les inondations et empêcher les éléphants de faire un détour de 150 km pour s'abreuver quand la mare est asséchée</b>	27 853 habitants du cercle de Gourma Rharous	Région de Tombouctou Cercle de Gourma Rharous Commune rurale de Gossi	1 000 000		300 000	1 000 000
<b>UNDP. Remise en état de fonctionnalité des forages de Chartatane, Tinsabara, Maïfata et de Banzéna pour l'approvisionnement en eau des pasteurs et leurs troupeaux et la sécurisation du parcours des éléphants</b>	(environ 50 000 têtes de bétail et 400 éléphants)	Gourma (Commune de Bambara Maoudé Cercle de Gourma Rharous)	100 000		100 000	100 000
<b>UNDP. Réhabilitation et équipement des bâtiments publics en utilisant la main d'œuvre et les matériaux locaux de construction à travers les travaux HIMO pour période de 3 mois</b>	20 400 emplois temporaires créés sur une période de 3 mois	68 communes des régions de Gao, Tombouctou et Kidal	3 672 000		600 000	3 672 000
<b>Danish Refugee Council. Mise en place d'action de type HIMO pour les jeunes à risque pour favoriser la construction d'infrastructures communautaires facilitant l'accès aux services de base et la cohésion sociale (forages, écoles, collecte de déchets, centre de santé, marchés, maison de jeunes, etc....)</b>	2000 emplois sur une période de 3 mois	Gao et Mopti (bande frontalière avec le Burkina) et Kidal	500 000	65 000	435 000	435 000

Activités	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Budget Total (en USD)	Fonds disponibles (en USD)	Gap à financer d'ici la fin de l'année	Gap à financer sur un an (indicatif)
Danish Refugee Council. Renforcement des moyens d'existence des ménages vulnérables (déplacés, retournés, résidents, et /ou familles hôtes) de la commune de Gao et dans le cercle de Douentza affectés par le conflit et la crise alimentaire par une assistance monétaire		Gao et Mopti (bande frontalière avec le Burkina)	300 000	110 000	190 000	190 000
BIT. Le boisement en vue de la création d'un potentiel économique de soutien au développement économique (200 Ha) et création de 50 emplois durables et 2.400 emplois immédiats HIMO	50 producteurs et exploitations familiale. 200 Ha de boisement de production	5 <sup>ème</sup> et 6 <sup>ème</sup> Région	750 000	0	50 000	750 000
BIT. Réhabilitation des marchés et des banques de céréales à travers une approche HIMO sensible au genre	1000 emplois jeunes (30% femmes) 3 mois	Gao et Mopti	200 000		200 000	200 000
<b>Sous total volet A (Actions immédiates)</b>			<b>13 128 500</b>	<b>3 307 000</b>	<b>3 049 500</b>	<b>9 821 500</b>
<b>VOLET B: Relèvement économique local</b>						
UNDP. Réintégration économique des jeunes et organisations de jeunes dans le cadre d'environ 1 700 initiatives privées collectives au profit de 15 000 jeunes environs (formation et Kit de démarrage)	17 000 jeunes des régions de Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal	Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal	6 291 043	1 750 000	1 000 000	4 541 043
UNDP. Promotion des AGRs au profit d'environ 125 000 jeunes et femmes regroupés en associations ou en groupements d'intérêt économique ( mis en place des lignes de crédits au niveau des systèmes financiers décentralisés pour les inciter à développer des produits financiers adaptés pour le développement et la transformation des productions végétales, animales, halieutiques, de l'artisanat...)	125 000 jeunes et femmes	Régions de Mopti, Tombouctou, Goa, Kidal	14 500 000		1 500 000	14 500 000
UNDP. Soutien à la création de 1 500 micro-entreprises dans la communauté fournira une opportunité de revitaliser l'économie locale et promouvoir les opportunités d'emplois	1500 promoteurs privés de micro-entreprises bénéficient d'un accompagnement	Régions de Ségou, Mopti, Goa, Tombouctou et Kidal et Tombouctou	2 380 000	0	980 000	2 380 000



Activités	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Budget Total (en USD)	Fonds disponibles (en USD)	Gap à financer d'ici la fin de l'année	Gap à financer sur un an (indicatif)
Danish Refugee Council. Mise en place d'unités de transformation et valorisation de produits agricoles pour fournir une "valeur ajoutée" aux exploitants agricoles des filières porteuses avec des approches «individuelles» et "collectives"		Gao et Mopti (bande frontalière avec le Burkina) et Tombouctou	300 000	0	300 000	300 000
Danish Refugee Council. Renforcer les capacités techniques, organisationnelles et éducationnelles des femmes et des jeunes à travers : a) Petits métiers (mécanique, menuiserie, soudure) ; b) Alphabétisation des femmes ; c) Gestion des AGR et micro entreprises ; e) Gestion des groupes/Coopératives ; f) Droits, SGBV, résolution des conflits, droit foncier) Compétences de vie (hygiène, santé maternelles, VIH/SIDA)		Gao et Mopti (bande frontalière avec le Burkina), Tombouctou et Kidal	200 000	0	200 000	200 000
Danish Refugee Council. Renforcer les AGR non agricoles pratiquées par les femmes et les jeunes pour : a) Augmenter la capacité de résilience ; b) Diversifier les revenus ; c) Augmenter les emplois (apprentissage) ; d) Satisfaire une demande locale		Gao et Mopti (bande frontalière avec le Burkina), Tombouctou et Kidal	500 000	45 000	455 000	455 000
HCR. Développer les aptitudes d'entrepreneuriat dans divers domaines & Analyse des opportunités pour la réinsertion socio-économique de la communauté	IDPs au Nord : 1 000 Retournes : 1 500 Rapatriés : 1 200 Populations Vulnérables : non déplacées : 500  Total/4 200	<u>Region de Tombouctou</u> : Tombouctou, Dire, Goundam, Tilemsi, Gossi, Goundam, Souboundou, Lere, Soumpi, <u>Region de Gao</u> : Gao, N'tilit, Ansongo, Ouatagouna, Tessit, Menaka, Anderamboukane, <u>Region de Kidal</u> : Kidal <u>Region de Mopti</u> : Boni, Mondoro, Tenenkou, Youwarou	250 000	65 000	185 000	185 000



Activités	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Budget Total (en USD)	Fonds disponibles (en USD)	Gap à financer d'ici la fin de l'année	Gap à financer sur un an (indicatif)
<b>HCR. Promouvoir l'autosuffisance de la communauté par l'apprentissage des métiers &amp; formation professionnelle (menuiserie, maçonnerie, coupe et couture, teinturerie, etc....) pour une main-d'oeuvre qualifiée</b>	IDPs au Nord:500 Retournes: 1 000 Rapatriés: 500 Populations Vulnérables: non déplacées: 500  Total/2 500	<u>Region de Tombouctou</u> : Tombouctou, Dire, Goundam, Tilemsi, Gossi, Goundam, Souboundou, Lere, Soumpi, <u>Region de Gao</u> : Gao, N'tilit, Ansongo, Ouatagouna, Tessit, Menaka, Anderamboukane, <u>Region de Kidal</u> : Kidal <u>Region de Mopti</u> : Boni, Mondoro, Tenenkou, Youwarou	414 779	114 000	300 779	300 779
<b>HCR. Mise en place des activités génératrices des revenus à travers l'appui en « cash grant » et remise des kits (start up kits) pour le démarrage des petites unités économiques</b>	IDPs au Nord:500 Retournes: 1 000 Rapatriés: 500 Populations Vulnérables: non déplacées: 500  Total/2 000		3 325 000	566 144	2 758 856	2 758 856
<b>BIT. Organisation de groupements de jeunes en vue de la relance de la filière bois de service en 5ème et 6ème Région</b>	5 groupements de 10 jeunes en 5 <sup>ème</sup> et 6 <sup>ème</sup> Région	Principales localités à proximités de zones boisées (eucalyptus)	150 000	30 000	20 000	120 000
<b>BIT. Création d'emplois et de revenus décents pour 5000 femmes à travers le renforcement et le développement de leurs capacités entrepreneuriales</b>	5000 Femmes	Région Nord : Kidal, Mopti et Tombouctou et Ségou	1 000 000			1 000 000
<b>HCR/ NRC. Mise en œuvre des activités génératrice de revenue (AGR), pour les vulnérables qui veulent relancer leur activités économiques d'avant la crise</b>	Appui pour environ 600 Ménages en finançant une activité commerciale pour 250 à Tombouctou, 200 à Gao 100 à Kidal et 50 à Mopti	<b>Tombouctou:</b> Tombouctou, Dire, Goundam, Tilemsi, Gossi, Goundam, Lere, Souboundou, Soumpi. <b>Gao:</b> Gao, N'tilit, Ansongo, Ouatagouna, Tessit, Menaka, Anderamboukane. <b>Kidal</b> : Kidal, Essouk Tessalit, <b>Mopti</b> : Boni, Douenza,Mondoro, Tenenkou, Youwarou	600*300= 180 000	100*300= 30 000	150 000	150 000

Activités	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Budget Total (en USD)	Fonds disponibles (en USD)	Gap à financer d'ici la fin de l'année	Gap à financer sur un an (indicatif)
HCR/NRC. Renforcement de la capacité des bénéficiaires à travers une formation sur la conduite et la gestion d'une AGR	Formation pour environ 600 ménages dont 250 à Tombouctou, 200 à Gao 100 à Kidal et 50 à Mopti	<b>Tombouctou</b> :Tombouctou, Dire, Goundam, Tilemsi, Gossi, Goundam, Lere, Souboundou, Soumpi.  <b>Gao</b> : Gao, N'tilit, Ansongo, Ouatagouna, Tessit, Menaka, Anderamboukane.  <b>Kidal</b> : Kidal, Essouk ,Tessalit, <b>Mopti</b> : Boni, Douenza,Mondoro, Tenenkou, Youarou	600 x 30= 18 000	100 x 30= 3 000	15 000	15 000
<b>Sous Total Volet B</b>			<b>29 508 822</b>	<b>2 603 144</b>	<b>7 864 635</b>	<b>26 905 678</b>
<b>VOLET C: Création d'emploi décents et développement inclusif</b>						
Activités	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Budget Total (en USD)	Fonds disponibles (en USD)	Gap à financer d'ici la fin de l'année	Gap (indicatif) à financer pour un an
FAO. Capitalisation des fonds HIMO grâce aux initiatives de crédits-épargnes communautaires afin de consolider la résilience des moyens d'existence des ménages vulnérables	10 000 ménages	Régions Mopti, Gao, Tombouctou	7 000 000		2 000 000	7 000 000
Danish Refugee Council. Renforcer les systèmes d'entraide locaux, dénommés "tontines" ou "Pari" qui sont pratiqués par les femmes à travers la promotion des groupes d'épargne améliorée afin de : a) Mobiliser l'épargne locale; b) Renforcer la cohésion sociale et l'entraide dans les communautés ; c) permettre aux femmes d'accéder aux microcrédits.		Gao et Mopti (bande frontalière avec le Burkina), Tombouctou et Kidal	100 000	5 000	95 000	95 000
Danish Refugee Council. Mise en place de fonds de garantie et ligne de crédit en faveur des Institutions de Microfinance (IMF) afin d'élargir l'accès aux services financiers (finance inclusive) pour les acteurs économiques locales au formés au préalable par DRC dans le montage de leurs microprojets et l'éducation financière.		Gao et Mopti (bande frontalière avec le Burkina), Tombouctou et Kidal	200 000	50 000	150 000	150 000

Activités	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Budget Total (en USD)	Fonds disponibles (en USD)	Gap à financer d'ici la fin de l'année	Gap (indicatif) à financer pour un an
<b>UNDP. Formation-information des élus locaux et des responsables des Collectivités Territoriales sur les actions d'installation et de réinsertion socioéconomique des populations déplacées, la maîtrise d'ouvrage d'élaboration de budget et en gestion administrative et financière.</b>	Elus locaux et des responsables des 73 communes	Régions de Mopti, Gao, Tombouctou et Kidal	180 000		180 000	180 000
<b>UNDP. Organisation à l'intention des postulantes à l'entrepreneuriat féminin des communes les plus vulnérables, des sessions de formation sur les technologies, les procédés du micro entrepreneuriat et d'AGR en milieu rural et urbain, notamment en agroforesterie, en artisanat, en petit commerce</b>	50 associations féminines	Mopti, Gao, Tombouctou, Kidal,	30 000		30 000	30 000
<b>UNDP. Appui l'élaboration d'une stratégie de mise en place des filets sociaux</b>	Communautés vulnérables	Mopti, Gao, Tombouctou, Kidal, Ségou	20 000		20 000	20 000
<b>UNDP. Evaluation des besoins du marché du travail et soutien à la formation professionnelle à l'apprentissage des métiers et facilitation de l'installation de 500 jeunes</b>	500 jeunes	Mopti, Gao, Tombouctou, Kidal, Kayes, Ségou	3 700 000		500 000	3 700 000
<b>UNDP. Mise en place de 100 plateformes multifonctionnelles pour favoriser l'autonomisation femmes et la création de revenus par l'utilisation des sources d'énergies renouvelables</b>	100 villages et 200 000 habitants bénéficiaires indirects	Régions de Tombouctou-Gao- Kidal	2 500 000	1 000 000 Bill Gates	800 000	1 500 000
<b>UNDP. Renforcement des capacités des services locaux forestiers et d'assainissement (ressources humaines, moyens de communications et de déplacement)</b>	100 000 habitants	Régions Mopti, Gao, Tombouctou	500 000	50 000	250 000	450 000
<b>UNDP. Renforcement de la maîtrise de l'eau dans les zones vulnérables, de la résilience aux changements climatiques des autres moyens d'existence des communautés</b>	40 communes des régions de Mopti et Tombouctou	Mopti et Tombouctou	15 000 000	8 500 000 Fonds Climat		6 500 000
<b>BIT. Formation et aide à la gestion des exploitants, auto-entrepreneurs, initiateurs d'activités génératrices de revenus, (hommes et femmes),</b>	30 alphabétiseurs-formateurs formés et 600 hommes et femmes ayant acquis les connaissances de base en gestion	5 <sup>ème</sup> , 6 <sup>ème</sup> , 7 <sup>ème</sup> Région	150 000	15 000	30 000	135 000
<b>BIT. Cartographies des opportunités d'emploi et de relance économique en 5<sup>ème</sup>, 6<sup>ème</sup>, 7<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> Région du Mali y compris au niveau des populations dans les camps de réfugiés</b>	Tous les cercles de ces régions.	Régions de Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal	300 000	100 000	30 000	200.000

Activités	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Budget Total (en USD)	Fonds disponibles (en USD)	Gap à financer d'ici la fin de l'année	Gap (indicatif) à financer pour un an
<b>BIT : Renforcement de l'entrepreneuriat féminin à travers les entreprises d'économie sociale et solidaire et le développement des emplois verts.</b>	10.000 femmes au sein des entreprises d'ESS	Mopti + Gao+ Kidal +Tombouctou+ Ségou + Bamako	700 000			700 000
<b>Sous Total Volet 3</b>			<b>30 380 000</b>	<b>9 720 000</b>	<b>4 085 000</b>	<b>20 660 000</b>
<b>Total Général</b>			<b>73 017 322</b>	<b>15 630 144</b>	<b>14 999 135</b>	<b>57 387 178</b>

## 4.3. Cohésion sociale

### Situation actuelle

Le mouvement de retour des réfugiés et déplacés entamé depuis la normalisation de la vie politique (avec l'élection d'Ibrahim Boubacar Keïta, le 11 août) et les meilleures perspectives sécuritaires (avec le déploiement des forces de la MINUSMA) sont, paradoxalement, de nature à réveiller les tensions communautaires dans les régions de Gao, Kidal et Tombouctou. A la date du 24 juillet, le Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires des Nations-Unies (OCHA) estimait à 175 282 le nombre de Maliens ayant trouvé refuge dans les pays limitrophes (Algérie, Burkina Faso, Mauritanie, Niger) et à 342 033 le nombre de déplacés internes (PDIs). Et selon l'Office International des Migrations (OIM), environ 137 000 d'entre eux ont spontanément regagné les régions du nord depuis le mois de Mai.

Ces mouvements de populations étant appelés à s'amplifier, le renforcement des capacités des autorités locales, coutumières et/ou religieuses en matière de prévention des crises et de gestion des conflits, le plaidoyer en faveur d'une coexistence pacifique et la mobilisation des énergies autour de projets fédérateurs sont plus que nécessaires. L'accélération du processus de reploiement de l'administration et des services de base, la mise en route d'un système de justice transitionnelle, sont aussi de nature à restaurer la confiance et la cohésion au sein des populations.

Dans le cadre du plan d'actions pour le nord, les activités prévues dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal visent à renforcer les capacités des autorités et des leaders communautaires dans la gestion des conflits et à impulser les changements de mentalité nécessaires au vivre-ensemble.

### Besoins

#### **Renforcement des capacités**

- Organisation d'ateliers de formation à destination des autorités locales et coutumières dans les régions de Gao et Tombouctou afin de leur donner les outils nécessaires à la résolution de conflits qu'ils soient communautaires ou de voisinage ;
- Formation de médiateurs communautaires, chargés d'assister et/ou de seconder les autorités locales, surtout dans les zones rurales où l'on est souvent hors de portée des autorités administratives ;

#### **Prévention des crises**

- Instauration de cellules d'alertes pour identifier et circonvenir les tensions, avec la collaboration des maires, des conseillers communaux, des associations de jeunes et de femmes ;
- Implication des radios communautaires et des communicateurs traditionnels dans la diffusion de messages de Paix ;
- Assurer la médiation entre les forces de sécurité et les populations afin de restaurer la confiance ;

#### **Mobilisation autour de projets rassembleurs**

- Appui à la réhabilitation du centre multifonctionnel communautaire des femmes de Goundam par l'emploi de jeunes chômeurs et inactifs et redonner à 200 femmes leur moyen de subsistance et d'apprentissage (cours d'alphabétisation et de gestion) ;

- Identifier des travaux d'intérêts communs (réhabilitations de bâtiments publics, centres de santé, forages, etc), mobiliser les jeunes de toutes les communautés pour leur exécution et encourager la participation de l'armée à la réalisation des travaux ;
- Identification et financement dans les régions de projets agro-pastoraux pilotes favorisant l'inclusion des communautés afin d'expérimenter la cohésion autour d'une AGR ;

Le tableau ci-dessous résume les actions prioritaires à mener par zone géographique prioritaire.

Actions prioritaires (réalisables d'ici la fin de l'année)	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Budget total (en USD)	Fonds disponibles (en USD)	Gap à financer d'ici la fin de l'année (en USD)	Gap à financer pour un an (indicatif) (en USD)
1	2	3	4=5+7	5	6	7
Ateliers de renforcement des capacités des autorités locales et coutumières en prévention et gestion de crises/médiation	76 maires, 174 conseillers communaux, 9 autorités coutumières et/ou religieuses	Région de Gao : Gao central, Menaka, Ouatagouna, Tessit, Sony Aliber, Anderamboukane, Temera, Talataye Région de Tombouctou : Tombouctou central, Goundam commune, Rharous, Essakane, Tonka	200 000	30 000	70 000	170 000
Ateliers de formations de « médiateurs communautaires » destinés à appuyer les autorités locales, surtout en zones rurales	1000 jeunes (notamment des femmes) issus des régions, si possible des zones rurales	Cercles de Tombouctou, Diré, Goundam, Gourma-rharous, Niafunké Cercles de Gao, Almoustarat, Ansongo, Bourem	500 000	30 000	150 000	470 000
Formation et mise à contribution des animateurs de radios (communautaires et associatives) ainsi que des Communicateurs traditionnels dans la diffusion de messages de Paix et de Réconciliation	Radios communautaires : 12 dans la région de Mopti ; 8 dans la région de Gao ; 2 à Kidal ; 13 à Tombouctou ; Communicateurs traditionnels : nombre à déterminer en accord avec le Réseau national (Recotrade)	Mopti, Sévaré, Tenenkou, Douentza ; Tombouctou, Diré, Niafunke, Goundam, Rharous ; Gao, Ménaka ; Kidal	100 000	10 000	40 000	90 000
Appui à l'installation des démembrements de la Commission Dialogue et Réconciliation (CDR) par des dons en équipements (ordinateurs, imprimantes, matériel de bureau)	Au moins 1 démembrement par chef-lieu de région	Mopti, Gao central, Kidal central, Tombouctou central	50 000	20 000	5 000	30 000
Appui à la réhabilitation du centre multifonctionnel communautaire des Femmes par la mobilisation de main d'œuvre locale	100 jeunes sans emploi mobilisés pour la réfection ;	Goundam (région de Tombouctou)	300 000	0	200 000	300 000
Soutien à la reprise des AGR des femmes (élevage, teinture, savonnerie, production d'aliments bétails, etc)	200 femmes retrouvent un travail et nourrissent leurs familles ;		100 000	0	50 000	100 000

Actions prioritaires (réalisables d'ici la fin de l'année)	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Budget total (en USD)	Fonds disponibles (en USD)	Gap à financer d'ici la fin de l'année (en USD)	Gap à financer pour un an (indicatif) (en USD)
Identification et financement de projets agro-pastoraux pilote permettant l'inclusion des communautés et favorisant l'entraide et la cohésion par la poursuite d'un but commun.	50 agriculteurs (trices) pour le projet-pilote, agrandissement progressif et réplication dans plusieurs régions en cas de succès	Région de Gao, Région de Kidal	100 000	15 000	35 000	85 000
Mise en place d'une enveloppe prévisionnelle pour le financement de petites réhabilitations (bâtiments publics, centres communaux, forages, fermes, curage de caniveaux, etc) favorisant le travail d'équipe entre l'armée et la population locale	L'ensemble de la population touchée par les combats ou exposées aux violences, soit environ 1.5 million de personnes	Région de Gao, Région de Tombouctou, Région de Kidal	450 000	0	150 000	450 000
<b>TOTAL</b>			<b>1 800 000</b>	<b>105 000</b>	<b>700 000</b>	<b>1 695 000</b>



## 4.4. Abris et biens non alimentaires

### Situation actuelle

Le secteur du logement se caractérise, au nord du Mali, par le fait qu'un grand nombre de maisons est construite en terre avec une charpente bois et couverture en terre appelé communément "Maison en Banco", d'une part, est d'autre part des habitations constituées de tentes traditionnelles pour les populations nomade, tous ces deux types d'abris sont très fragiles et particulièrement vulnérables aux intempéries, et subissent régulièrement un entretien après la période pluvieuse.

Annuellement ces hébergements doivent subir un entretien qui se fait généralement entre le mois d'avril et mai avant la période des pluies. Étant donné que la majorité des IDP's et réfugiés sont hors de leur domicile depuis janvier 2012, ces habitations ont manqué 2 entretiens périodiques (entretien de 2012 et entretien de 2013), dans ces conditions, nous présumons que l'état de ces abris soient actuellement en besoin urgent de réhabilitation ou de reconstruction.

Même si aucune mission d'évaluation spécialisée n'a été effectuée pour évaluer l'état des abris au Nord, les rapports des partenaires sur terrain ou des missions inter agences déjà effectuées dans ces régions confirment l'état de délabrement avancé des abris, en effet, selon les informations reçues, les habitations ont été complètement ou partiellement détruites ou endommagées par manque d'entretien.

Pour ce qui est des habitations constituées de tentes, elles ont été tout simplement complètement détruites et ont besoin d'être réinstallées.

Selon les informations reçues (à confirmer), environ 75% de maisons sont en banco, 15% en dur (Ciment, pierres, Sable..) et 10% constituées de tentes nomades, Il s'avère donc que la plupart des habitations ont été touchées par cette longue période sans entretien, d'autant plus qu'ils étaient des constructions précaires.

Avec la situation sécuritaire qui s'améliore dans les régions Nord, on observe un grand mouvement de retour des réfugiés et PDI's dans les zones d'origine en Régions de Tombouctou, Gao et Mopti. Une partie de cette population retournée retrouvent parfois leurs maisons très endommagées qu'il est impossible de les occuper sans réhabilitation préalable, une autre partie de la population, presque dans les mêmes proportions, retrouve leur maison dans un état demandant moins de réhabilitations et se réinstalle directement dans leurs maisons d'origine. Cependant avec cette saison d'hivernage, même cette population qui avait trouvé les maisons dans un état habitable, risque de voir ces dernières détruites par les pluies, si rien n'est fait dans l'immédiat pour l'entretien.

### Besoins

D'après plusieurs sources d'évaluations faites par plusieurs acteurs dans les zones de retour a Douentza, Youwarou et Tenenkou, Tombouctou, Gao, Kidal et ailleurs, il est ressorti que:

- des maisons sont pillées de tous les biens domestiques,
- des portes et fenêtres des maisons arrachées et vendues au marché et souvent même la charpente en bois,
- des maisons seraient écroulées par manque d'entretien,
- des maisons d'IDP et de réfugiés qui sont occupées par d'autres à Tombouctou,
- des cases des campements nomades appartenant à des IDP et réfugiées sont détruites.

Nous estimons actuellement que, environ 20-30% des bâtiments des IDP's et réfugiés demande une grande réhabilitation ou la reconstruction complète, 30-40% une réhabilitation moyenne et le reste ne demande qu'une petite réhabilitation ou n'a besoin d'aucune réhabilitation.

En conformité avec le plan de contingence inter agence, nous estimons qu'environ 5,900 ménages vulnérables rapatriés, retournés et autochtones, auront besoin d'une assistance dans:

- L'amélioration des conditions de logement par la réhabilitation ou reconstruction des abris pour 5900 ménage dont environ 3000 à Tombouctou, 2000 à Gao et 900 à Kidal.
- Soutien des ménages (5900 ménages) qui ont perdu leurs items domestiques essentiels avec les distributions des non-vivres (Kit retour),
- Résolution éventuelle des problèmes fonciers, pour approximativement 1% des vulnérables, soit 60 ménages,

Les autres besoins urgents sont les suivants:

- Distribution des articles ménagers non alimentaires (Kit retour) pour 2,000 ménages vulnérables de Tombouctou, 1,900 ménages de Gao, 1,000 ménages de Mopti et 1,000 ménages de Kidal.
- Distribution de tentes pour environ 1,000 ménages ayant trouvé leurs maisons totalement détruites, ou dans un état inhabitable et aux familles nomades (nous estimons 300 ménage à Tombouctou, 300 à Gao, 200 à Mopti et 200 à Kidal)
- Paiement de loyer pour 300 familles voulant vivre en location pour une période de 3 mois, environ 100 à Tombouctou, 100 ménages à Gao et 100 Ménages à Mopti.
- Fourniture de kit de réparation pour des familles pouvant assurer la réparation immédiate de leurs maisons : 350 Ménages, dont 150 à Tombouctou, 100 à Gao et 100 à Mopti
- Evaluation des besoins en réhabilitation et reconstruction des abris et des conditions de vie des familles dans les 4 régions du Nord, et dégager les priorités par zone et identification du profil du bénéficiaire potentiel (retourné, rapatrié ou population vulnérable non déplacé).

Le tableau ci-dessous résume les actions prioritaires à mener par zone géographique prioritaire.

ACTIONS IMMEDIATES					
Actions prioritaires (réalisables d'ici la fin de l'année)	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Budget total (USD)	Montant disponible (USD)	Montant à financer d'ici la fin de l'année (USD)
<b>Evaluation des besoins en réhabilitation et reconstruction des abris et des conditions de vie des ménages dans les 4 régions du Nord,</b>	Tous les retournés, rapatriés et populations vulnérables non déplacées : 29,400 Ménages, dont environ 22,250 ménages retournés, et 7,150 ménages rapatriés Population non déplacée (environ 142,857 ménages)	<b>Tombouctou:</b> Tombouctou, Dire, Goundam, Tilemsi, Gossi, Goundam, Lere, Souboundou, Soumpi.  <b>Gao :</b> Gao, N'tilit, Ansongo, Ouatagouna, Tessit, Menaka, Anderamboukane.	-	-	-
<b>Dégager les priorités par zone et identification du profil du bénéficiaire potentiel (retourné, rapatrié ou population vulnérable non déplacé).</b>	- Ménages vulnérables avec les maisons très endommagées ou détruites # ? (4,627, - Ménages avec les maisons endommagées ou détruites, mais qui ne sont pas nécessairement vulnérables # ? ( 7,050 Menage) - Population Nomades sans Tentes # ? (413 familles ) - Ménages avec des problèmes fonciers # ? (environ 588 ménages soit 2% des retournées)	<b>Kidal :</b> Kidal, Essouk, Tessalit,  <b>Mopti :</b> Boni, Douenza, Mondoro, Tenenkou, Youarou	120,000	-	120,000
<b>Distribution d'articles ménager non alimentaire (Kit retour) pour 5,900 ménages vulnérables.</b>	Tombouctou: 1 900 ménages Gao: 2 000 ménages Kidal: 1 000 ménages Mopti: 1 000 ménages	<b>Tombouctou:</b> Tombouctou, Dire, Goundam, Tilemsi, Gossi, Goundam, Lere, Souboundou, Soumpi.  <b>Gao :</b> Gao, N'tilit, Ansongo, Ouatagouna, Tessit, Menaka, Anderamboukane.  <b>Kidal :</b> Kidal, Essouk Tessalit,  <b>Mopti :</b> Boni, Douenza, Mondoro, Tenenkou, Youarou	649,000	649,000	-

Actions prioritaires (réalisables d'ici la fin de l'année)	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures ou services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Budget total (USD)	Montant disponible (USD)	Montant à financer d'ici la fin de l'année (USD)
<p>a) Distribution de tentes pour les ménages ayant trouvé leurs maisons totalement détruites, dans un état inhabitable et aux familles nomades.</p> <p>b) Paiement de loyer pour les familles vivant en location</p>	<p>a) Appui temporaire au logement par la distribution de tentes pour 1000 ménages, dont 300 à Tombouctou, 300 à Gao 200 à Kidal et 200 à Mopti</p> <p>b). Frais de location pendant 3 mois pour : 100 familles de Gao, 100 familles Tombouctou, 100 et Familles de Mopti.</p>	<p><b>Tombouctou</b>:Tombouctou, Dire, Goundam, Tilemsi, Gossi, Goundam, Lere, Souboundou, Soumpi.</p> <p><b>Gao</b> : Gao, N'tilit, Ansongo, Ouatagouna, Tessit, Menaka, Anderamboukane.</p> <p><b>Mopti</b> : Boni, Douenza,Mondoro, Tenenkou, Youarou</p>	<p>a) 1000 x 550= 550,000</p> <p>b) 300x60x3=54,000</p>	<p>a) 330,000</p> <p>b) 0</p>	<p>a) 220,000</p> <p>b) 54,000</p>
<p>Fourniture de kit de réparation pour des familles pouvant assurer la réparation immédiate de leurs maisons.</p>	<p>350 Ménages, dont 150 à Tombouctou, 100 à Gao et 100 à Mopti</p>	<p><b>IDEM</b></p>	<p>100 x 300= 30,000</p>	<p>100 x 300= 30,000</p>	<p>0</p>
<p><b>TOTAL ACTIONS IMMEDIATES</b></p>			<p><b>1 403 000</b></p>	<p><b>1 009 000</b></p>	<p><b>394 000</b></p>

## ACTIONS EARLY RECOVERY

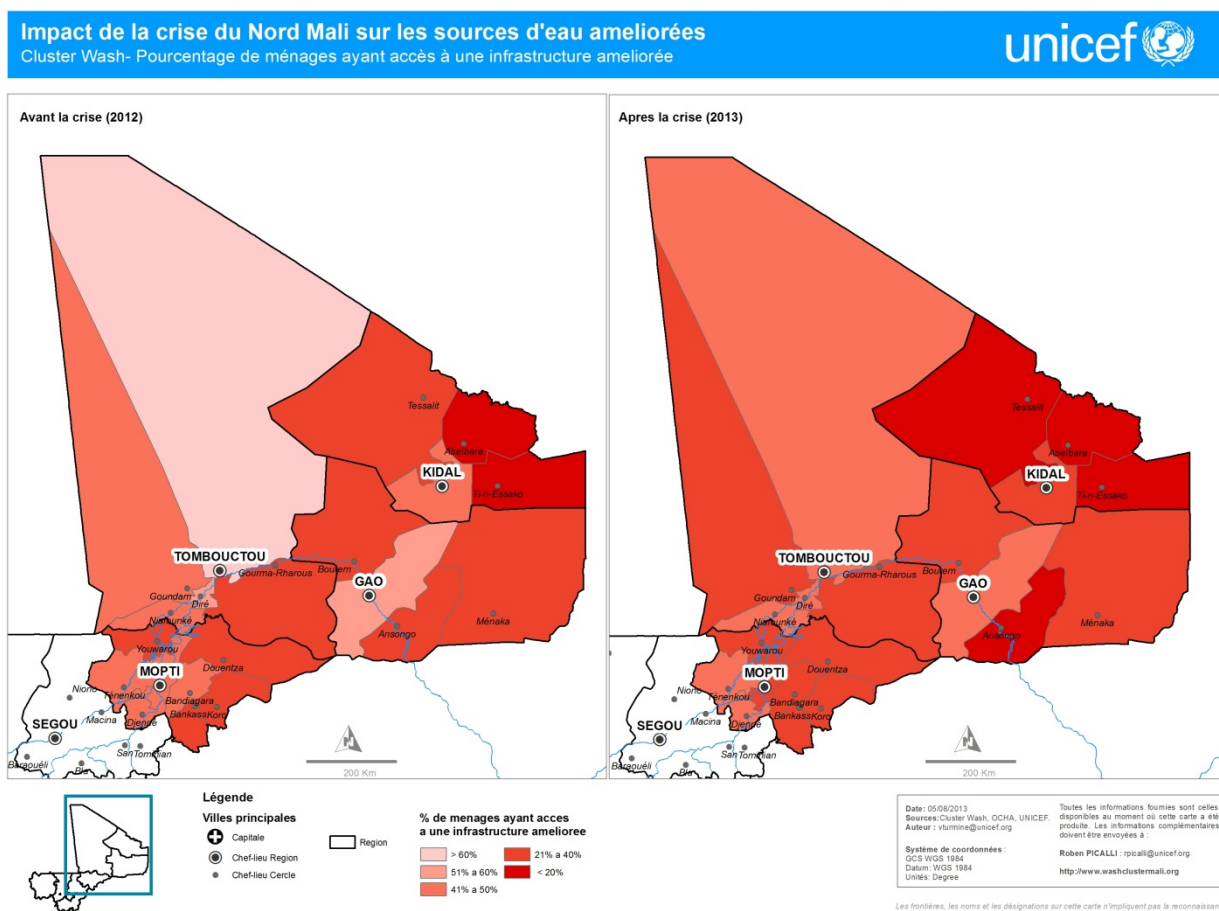
Actions prioritaires (réalisables d'ici la fin de l'année)	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Budget total (USD)	Montant disponible (USD)	Montant à financer d'ici la fin de l'année (USD)
<b>Aménagement des centres de transit et centres d'accueil pour faciliter le retour et le monitoring des retours</b>	Au moins un centre de transit pour chaque point d'entrée définit. Estimons le nombre de centres a 10	<b>IDEM</b>	15,000 x10= 150,000	-	150,000
<b>Réhabilitation des locaux des services régionaux Protection Civile, Police, Etat civil...</b>	Au moins 4 infrastructures publiques	<b>Tombouctou:</b> Tombouctou, Dire, Goundam, Tilemsi, Gossi, Goundam, Lere, Souboundou, Soumpi. <b>Gao</b> : Gao, N'tilit, Ansongo, Ouatagouna, Tessit, Menaka, Anderamboukane. <b>Kidal</b> : Kidal, Essouk, Tessalit, <b>Mopti</b> : Boni, Douenza, Mondoro, Tenenkou, Youarou	5,000 x 4= 20,000	-	20,000

Actions prioritaires (réalisables d'ici la fin de l'année)	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Budget total (USD)	Montant disponible (USD)	Montant à financer d'ici la fin de l'année (USD)
Réhabilitation/ reconstruction de maisons pour les vulnérables.	Reconstruction/ réhabilitation des Abris pour environ 700 ménages : 300 ménages de Tombouctou, 200 ménages de Gao et 100 ménages de Kidal et 100 à Mopti	Idem	500 x 700= 350,000	300 x 500= 150,000	200,000
<b>TOTAL ACTIONS EARLY RECOVERY</b>			<b>520 000</b>	<b>150 000</b>	<b>370 000</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>1 923 000</b>	<b>1 159 000</b>	<b>764 000</b>

## 4.5. Eau, Hygiène et Assainissement

### Situation actuelle

Selon les régions - les contextes environnemental et socio-culturel, l'accès des populations à des infrastructures d'eau améliorées est très variable (voir représentation ci-dessous). Hormis la région de Kidal qui présente un contexte environnemental singulier (absence de cours d'eau pérenne, zone montagneuse avec peu de forage et puits pastoraux traditionnels très profond - supérieur à 100m), les régions de Gao et Tombouctou présentent, quant à elles, des profils très variés en termes de ressources utilisées avec une part significative de ménages s'approvisionnant à l'eau de surface (respectivement 20% et 11%).



### Suite à la crise, les infrastructures en eau ont connu plusieurs dommages:

- Absence de maintenance et d'entretien des infrastructures dû à un manque de main d'œuvre qualifiée (techniciens réseaux, réparateurs de pompes et de générateurs, etc.);
- Faible fonctionnalité des systèmes énergie (type EDM) alimentant les grands réseaux d'eau et vandalisme sur les systèmes d'énergie alternative (panneaux solaires) sur les réseaux gravitaires de petite échelle;
- Absence de renouvellement des dépôts de pièces détachées ;
- Incapacité des populations à payer pour les réparations des ouvrages - non fonctionnalité des comités d'eau et du système de recouvrement des coûts.

### **Taux de fonctionnalité des ouvrages améliorés en nette réduction:**

- Pour les pompes à main (forage) - estimation à 56% de fonctionnalité (75% en 2011);
- Réseaux d'eau - estimation à 65% de fonctionnalité au niveau des bornes fontaines et robinet;
- Surcharge et insuffisance de couverture des systèmes d'eau préalablement existants : La majeure partie des réseaux d'adduction d'eau ne permet pas d'approvisionner l'ensemble de la population. Il en est de même pour les pompes à main dont le standard au Mali est de 400 utilisateurs par point d'eau alors que les normes de manufacture des installations sont de 250 personnes. Le nombre élevé d'utilisateurs entraîne une usure plus rapide des ouvrages et nécessite donc un système de réparation et de maintenance diligent et fonctionnel (main d'œuvre qualifiée, disponibilité des outils et pièces de rechange).

### **Besoins**

- Restaurer les capacités de production et de distribution des réseaux
- Réparer les ouvrages améliorés secondaires (puits aménagés, forage avec pompes à main) pour balancer l'insuffisance de couverture des réseaux d'eau urbains
- En parallèle des réseaux d'eau, remise en capacité de fonctionnement les systèmes énergétiques type EDM et sources alternatives pour les réseaux de petit échelle.
- Risque élevé de rupture totale de fonctionnement de réseaux urbains

Le tableau ci-dessous résume les actions prioritaires à mener par zone géographique prioritaire.

<b>ACTIONS IMMEDIATES</b>					
<b>Actions prioritaires (réalisables d'ici la fin de l'année)</b>	<b>Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base</b>	<b>Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)</b>	<b>Budget par intervention</b>	<b>Montant disponible</b>	<b>Montant à financer d'ici la fin de l'année</b>
<b>Soutien à la SOMAGEP/SOMAPEP pour assurer le lancement et le travail des équipes des réseaux de Tombouctou, Gao et Kidal – initier les travaux de réparation sur les têtes de forages, vannes châteaux d'eau, entretien des canalisations, forages et équipements, et réparation des fuites sur les réseaux.</b>	3	Gao, Kidal, Tombouctou	3,320,486	3,320,486.00	-
<b>Restoration des capacités de production - notamment système énergétique - des systèmes AES/AEP/SHVA<sup>10</sup> Thermique<sup>11</sup></b>	26	Ansongo, Menaka, Bourem, Dire, Goundam, Razelma, Tonka, Rharous, Serere, Souboundou, Lere, Kidal, Essouk, Tessalit, Tin-Essako, Douentza, Tenenkou, Youwarou	2,758,756		2,758,756
<b>Restoration des capacités de production - notamment système énergétique - des systèmes AES/AEP/SHVA Solaire</b>	64	Gao, Gounzoureye, Sony Aliber, N'tillit, Ansongo, Ouattagouna, Tessit, Menaka, Menaka, Alata, Inekar, Tidermene, Anderamboukane, Bourem, Temera, Tombouctou, Tilemsi, Rharous, Bambara Maoude, Gossi, Souboundou, Lere, Kidal, Essouk, Tessalit, Abeibara, Tin-Essako, Nampalari, Tenenkou, Tonka, Dire, Razelma	3,897,920		3,897,920

<sup>10</sup> AES : Adduction d'Eau Sommaire ; AEP : Adduction d'Eau Potable ; SHVA : Système Hydraulique Villageois Amélioré

<sup>11</sup> La restauration des capacités de production comprennent les activités de remise en état des systèmes d'alimentation en énergétique des adductions d'eau potable, des adductions d'eau sommaire, qui ont pour source d'énergie soit l'énergie solaire ou l'énergie thermique. Plus généralement la mise en état et le fonctionnement des station de pompage dont les activités peuvent être la réparation de groupe électrogène, la fourniture et l'installation de nouveaux groupe électrogène ou de panneaux solaire, la remise en état des installations (pompe, tête de forage et abri de protection pour ces installation), l'achat de nouvelle pompe d'exhaure. Car la plupart de ces installations qui permettaient la production de l'eau ont été vandalisées, abandonnées et se sont détériorées. Cela a affecté considérablement les capacités de production des adductions d'eau potable et des adductions d'eau sommaires



Actions prioritaires (réalisables d'ici la fin de l'année)	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Budget par intervention	Montant disponible	Montant à financer d'ici la fin de l'année
Distributions de produits de traitement de l'eau à domicile dans les communes à haut risque choléra pour prévenir toute flambée épidémique		Ansingo, Gao, Mopti, Tombouctou, Niafunke	3,212,500		3,212,500
Réparation d'urgence sur les ouvrages secondaires améliorés en eau potable (forage)	255	les 36 communes	2,656,215.18		2,656,215.18
Réparation d'urgence sur les ouvrages secondaires améliorés en eau potable (puits protégés)	320	les 36 communes	1,333,267.52		1,333,267.52
<b>TOTAL ACTIONS IMMEDIATES</b>				<b>3,320,486</b>	<b>13,858,658.70</b>
<b>ACTIONS EARLY RECOVERY</b>					
Actions prioritaires (réalisables d'ici la fin de l'année)	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Budget par intervention	Montant disponible	Montant à financer d'ici la fin de l'année
L'extension / réhabilitation des réseaux d'eau		Gao, Kidal, Tombouctou	2,139,000		2,139,000
Mise en place d'un système de deferralization et démanganisation pour le traitement d'eau		Gao, Kidal, Tombouctou	2,020,000		2,020,000
Le renforcement de la capacité de production / soutenir la réinstallation des services etatique		Gao, Kidal, Tombouctou	1,284,963		1,284,963
<b>TOTAL EARLY RECOVERY</b>					<b>5,443,963</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>22,623,107</b>	<b>3,320,486</b>	<b>19,302,621.70</b>

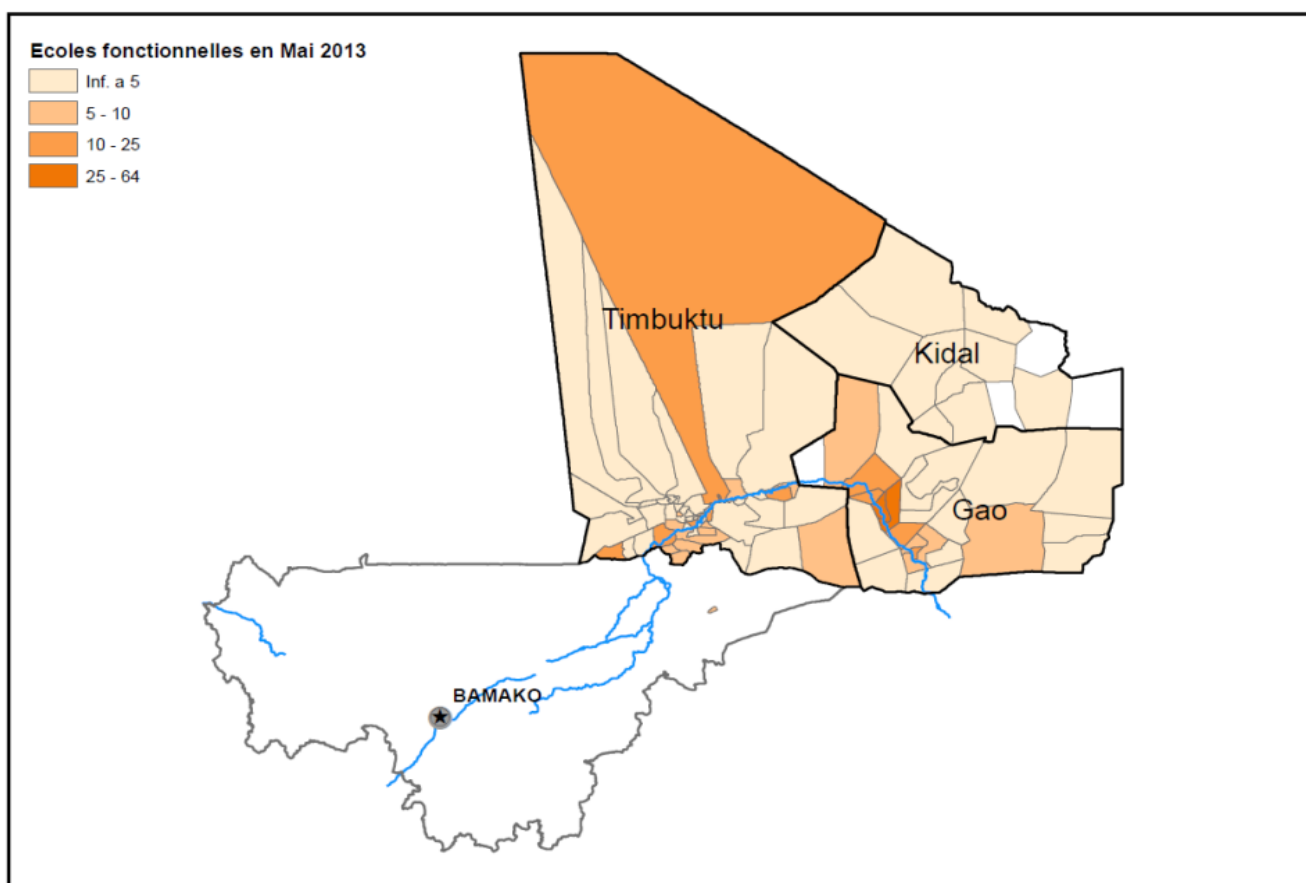
## 4.6. Education

### Situation actuelle

L'accès à l'éducation est très limité dans les trois régions du Nord du Mali. Sur les 1,150 écoles préscolaires, fondamentales et secondaires qui existaient avant la crise, seulement 51% sont fonctionnelles (dont 30% ou 93 de 309 dans les 36 zones prioritaires). Environ 37% des écoles ont été soit endommagées, détruites ou pillées dans les régions de Gao et Tombouctou (36 zones prioritaire : Pillage: 179 ; Endommagé/Détruite : 21 ; Occupé par des forces ou groupes armés: 63 ; Occupe par des déplacés: 4). Cependant, grâce aux efforts de plaidoyer et à la prise en charge par les partenaires du cluster éducation, au 29 juin 2013, 53% des enfants scolarisés avant la crise dans les écoles fondamentales ont pu regagner le chemin de l'école au Nord (18% ou 16,131 de 89,070 dans les zones prioritaires). Par ailleurs, environ 44% des enseignants fonctionnaires des écoles fondamentales ont repris leurs postes dans les régions de Gao et de Tombouctou (496 de 2,275 dans les zones prioritaires).

Selon une récente évaluation effectuée par le Ministère de l'Education et du cluster auprès des écoles fonctionnelles « *Rapport d'évaluation des besoins éducatifs dans les régions du Nord du Mali Gao et Tombouctou juillet 2013* » l'appui en cantines scolaires, la réhabilitation des infrastructures endommagées, le remplacement des matériels scolaires, et le retour des enseignants redéployés au Sud sont considérés comme prioritaires pour le retour et le maintien de tous les enfants à l'école. Toutefois, financé à seulement 15% au 20 août 2013, l'insuffisance financière reste un défi majeur pour répondre aux besoins identifiés par les partenaires humanitaires.

<b>Nombre d'enfants scolarisés au Nord avant la crise</b>	<b>200 000</b>
Nombre d'élèves actuellement scolarisés au Nord (fondamentale et secondaire)	115 111
Nombre d'écoles ayant un besoin de mise en place de cantine dans le Nord	851
Nombre d'enseignants ayant un besoin d'un appui en formation	5 400
Nombre de directeurs d'écoles nécessitant d'un appui en termes de matériels pédagogiques et de formation sur des thèmes pertinents à la gestion de l'éducation en situation d'urgence	1 150



## Besoins <sup>12</sup>

Les besoins prioritaires et les contraintes à prendre en considération si l'on veut encourager le retour et l'aller (nouvelles inscriptions) à l'école de tous les enfants affectés et la reprise totale des activités éducatives dans toutes les communes sont les suivants :

- Economique (coûts liés à la scolarisation): beaucoup de ménages révèlent ne pas avoir les moyens de payer les frais de scolarité.
- Manque de matériels pédagogiques: les enseignants sur place n'ont pas été dotés en matériels pédagogiques, ayant également un besoin d'un appui en formation sur des thèmes pertinents à la gestion de l'éducation en situation d'urgence.
- Manque d'enseignants:
- Manque d'infrastructures sanitaires
- Manque de cantines scolaires
- Sécurité

Le tableau ci-dessous résume les actions prioritaires à mener par zone géographique prioritaire.

<sup>12</sup> Les informations détaillées liées aux besoins dans les différentes régions du Nord sont fournies dans les Annexes.

<b>ACTIONS IMMEDIATES</b>					
<b>Actions prioritaires (réalisables d'ici la fin de l'année)</b>	<b>Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base</b>	<b>Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)</b>	<b>Budget total (USD)</b>	<b>Montant disponible (USD)</b>	<b>Montant à financer d'ici la fin de l'année (USD)</b>
<b>Promotion de la scolarisation des enfants affectés à travers la mise en place d'une stratégie de communication autour du retour et du maintien des enfants à l'école pour l'année scolaire 2013-2014</b>	280,000 enfants	Gao: Gao, Menaka, Ansongo, Bourem Tombouctou: Dire, Niafunke, Gourma-Rahouss, Goundam Kidal, Tessalit, Abeibara, Tin Essako Mopti : Douentza, Youwarou, Tenekou Segou : Niono	300,000.00	Partiellement disponible	300,000.00
<b>Distribution de matériels d'apprentissage (étudiants)</b>	280,000 enfants	idem	1,500,000	1,500,000	0
<b>Distribution de manuels scolaires</b>	280,000 enfants	idem	2,200,000	2,200,000	0
<b>Distribution de matériels pédagogiques (enseignants)</b>	5,000 enseignants	idem	150,000	150,000	0
<b>Appui aux écoles en mobilier scolaire (à raison de 75 tables bancs en moyenne par école)</b>	1,500 écoles	idem	11,250,000	1,000,000	0
<b>Renforcement des capacités d'accueil des écoles (espaces d'apprentissage temporaire /réparations mineures)</b>	215 écoles	idem	500,000	Partiellement disponible	500,000
<b>Appui aux cantines scolaires (à raison de 40 \$ par enfant par an selon le PAM)</b>	1, 500 écoles (soit 280,000 enfants)	idem	11,200,000	A déterminer par le PAM	11,200,000
<b>Renforcement des capacités pédagogiques des enseignants</b>	5,000 enseignants	idem	1,000,000	Partiellement disponible	1,000,000

Actions prioritaires (réalisables d'ici la fin de l'année)	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Budget total (USD)	Montant disponible (USD)	Montant à financer d'ici la fin de l'année (USD)
Soutien aux activités d'éveil, de développement et de préparation à l'école	40,000 jeunes enfants et 1,800 éducateur préscolaire et mères éducatrices	idem	150,000	Partiellement disponible	150,000
<b>TOTAL ACTIONS IMMEDIATES</b>			<b>28,250,000</b>		<b>13,150,000</b>
<b>ACTIONS EARLY RECOVERY</b>					
Appui aux structures de gestion et renforcement de la gestion des ressources humaines, notamment, en termes de déploiement et formation des enseignants	4 Académies d'Enseignement, 13 Centres d'Animation Pédagogique	Toutes les AE et CAP des régions de Gao, Tombouctou Kidal, l'AE et CAP de Douentza, le CAP de Niono	200,000	Partiellement disponible	200,000
Réhabilitation et/ou construction des écoles; A confirmer (avec MoE – autour de 42,000 USD sans équipement mais pour 3 salles de classe, 2 blocs de latrines sépaes et bureau et magasin)	215 écoles (estimation, nombre dépend d'une évaluation infrastructure)	Gao, Menaka, Ansongo, Bourem, Tombouctou, Dire, Niafunke, Gourma-Rahouss, Goundam, Kidal, Tessalit, Abeibara, Tin Essako, Douentza, Youwarou, Tenenkou, Niono	903,000	Partiellement disponible	903,000
Etudes sur le profil de vulnérabilités des enfants non scolarisés	1.2 millions d'enfants	National	200,000	Partiellement disponible	200,000
Soutien à la redynamisation ou la mise en place des structures communautaires de gestion de l'école (CGS, AME, etc.) et aux activités des gouvernements d'enfant	1,500 école	Gao, Menaka, Ansongo, Bourem, Tombouctou, Dire, Niafunke, Gourma-Rahouss, Goundam, Kidal, Tessalit, Abeibara, Tin Essako, Douentza, Youwarou, Tenenkou, Niono	750,000	Partiellement disponible	750,000
<b>TOTAL ACTIONS EARLY RECOVERY</b>			<b>2,053,000</b>		<b>2,053,000</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>30,303,000</b>	<b>15,000,000</b>	<b>15,303,000</b>

## 4.7. Logistique

### Situation actuelle

L'acheminement de l'aide humanitaire et la chaîne d'approvisionnement vers le Nord-est demeurent problématiques et aléatoires compte de la situation sécuritaire générale. La principale préoccupation logistique dans le nord du Mali demeure le stockage. En effet la capacité en transport et des prix stabilisés ainsi que l'approvisionnement en carburant semblent désormais suffisant, bien qu'il reste un doute sur la capacité de l'unique station de carburant en service à Tombouctou à répondre au besoin dans un futur proche. Il est possible de louer des structures de stockage dans les villes de Tombouctou, Gao et Kidal mais celles-ci ne sont pas toujours adaptées (surface, accès, état vétuste). Les aéroports de Tombouctou et Gao et Kidal ont réouvert bien que la sécurité aléatoire sur Kidal rende cette desserte occasionnelle. En l'absence de services commerciaux privés, ces destinations sont donc desservies par UNHAS quotidiennement pour répondre aux besoins de la communauté humanitaires. Le transport fluvial depuis Mopti vers Tombouctou et Gao reste une option intéressante surtout en saison des pluies (de août à Octobre).

D'autre part, le secteur privé est fiable dans le sud, avec des importations fluides, carburant y compris. Le marché y est ouvert et compétitif et offre globalement les structures nécessaires au bon déroulement des opérations. Le transport de marchandises ne pose pas de problème majeur car le réseau routier demeure accessible et en bonne condition. Les trois aéroports bitumés de Bamako, Kayes et Mopti ainsi que d'autres aérodromes secondaires offrent un accès aérien dans le sud du pays. Enfin, l'ensemble des réseaux routiers et aériens convergent vers la ligne de chemin de fer reliant Bamako à Dakar via Kayes. Le sud du pays offre des capacités logistiques (transport et stockage) qui permettent de répondre à la crise humanitaire

### Besoins

- **Le stockage:** Augmenter la capacité d'entrepôt au nord du pays au niveau des points de livraison et des zones d'intervention pour répondre aux besoins croissants des partenaires vu la rareté qualitative et quantitative des espaces d'entrepôt au nord.
- **Le transport du personnel et de l'aide humanitaire vers le Nord:** Assurer un transport aérien régulier, en toute sécurité, des travailleurs humanitaires et du fret spécialisé entre la capitale et les bases opérationnelles du Nord.
- **L'approvisionnement en carburant,** Bien que le secteur privé se soit efficacement relevé, la vigilance générale quant à la capacité d'approvisionnement du secteur privé particulièrement à Tombouctou reste nécessaire.
- **La coordination et la gestion de l'information:** renforcer la coordination et la gestion de l'information au sein du Cluster Logistique

### Actions par zones prioritaires par région

- **Stockage:** sécurisation d'Unités de Stockage Mobile, de préfabriqués utilisables pour le bureau ou le logement *temporaire (il est possible de louer des structures de stockage dans les villes de Tombouctou, Gao et Kidal mais celles-ci ne sont pas toujours adaptées)*. Des besoins spécifiques de stockage temporaire et décentralisé peuvent aussi être nécessaires

- ✓ Ouverture prochaine d'un stockage inter-agence à Tombouctou, des unités mobiles de stockage à Gao et continuation du service à Mopti.
  - ✓ Prêt d'unité de stockage mobile
- **Le transport du personnel et de l'aide humanitaire vers le Nord:** Développer si nécessaire ou au minimum maintenir la capacité de la flotte « United Nation Humanitarian Air Services » (UNHAS) pour répondre à la demande croissante des partenaires humanitaires en termes de passagers et de cargo.  
Offrir la possibilité de desserte des pistes secondaires pour répondre au plus près aux besoins opérationnels de la communauté humanitaire (délocalisation d'un avion à Mopti)
  - **L'approvisionnement en carburant:** appui à la provision de carburant si nécessaire en cas de rupture, pour les humanitaires et/ou les administrations déclarées comme prioritaires, (hôpitaux ambulance transport de denrées alimentaires humanitaire etc.) par l'apport de carburant en fût ou par la sécurisation de stock chez le fournisseur privé.
  - **Coordination et Gestion de l'information:** impliquer les partenaires locaux et gouvernementaux dans le partage régulier d'informations relatives aux infrastructures et services logistiques existants. Il est nécessaire d'élargir le réseau d'information existant au sein du cluster et de renforcer les contacts et la cohésion entre les membres du Cluster.

	Budget total	Fonds obtenus	Fonds restant à recevoir	% couvert
	(\$) A	(\$) B	(\$) C=A-B	D=B/A
LOGISTIQUE <sup>13</sup>	7,676,100	4,057,098	3,619,002	53%

<sup>13</sup> Ce budget correspond au projet PAM du CAP (voir Revue à mi-parcours du CAP 2013)

## 4.8. Nutrition

### Situation actuelle

La situation d'instabilité politique et sécuritaire qui a touché les 3 régions du Nord (Gao, Kidal et Tombouctou) tout au long de l'année 2012 a empêché la tenue d'une enquête nutritionnelle SMART qui aurait permis la réactualisation des données de prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de 0 à 59 mois. En conséquence, l'enquête nutritionnelle SMART 2011 reste la référence, à l'exception de la région de Gao où une enquête SMART a été menée en Mai 2013.

Selon l'enquête SMART 2011, les taux de malnutrition aiguë global (MAG) de la région de Tombouctou dépassaient largement le seuil d'urgence de l'OMS (seuil d'URGENCE OMS: > 15 pourcent) avec 16 pourcent. La région de Kidal présentait, quant à elle, un taux de MAG de 6 pourcent. L'enquête SMART 2013 menée dans les 4 districts sanitaires de la région de Gao a révélé une prévalence de MAG de 13,5 pour cent.

L'estimation du nombre d'enfants malnutris aiguë attendus en 2013 a été calculée selon les prévalences estimées lors des dernières enquêtes menées dans les différentes régions, avec l'application d'un facteur correctif lié à l'accroissement naturel de la population, a montré que 72 349 enfants de 6 à 59 mois étaient à risque de malnutrition aiguë dans les 3 régions du Nord, dont 21 438 à risque de malnutrition aiguë sévère et 50 911 à risque de malnutrition aiguë modérée.

<b>Nombre d'enfants attendus en MAG dans les 3 régions du Nord</b>	<b>72 349</b>
<b>Nombre d'enfants admis en UREN au 18 août 2013 dans les 3 régions du Nord</b>	<b>22 109</b>

Régions	Enfants 6 à 59 mois	Prévalence de la Malnutrition aiguë			# de cas attendus en Malnutrition aiguë en 2013		
		Global 6-59 mois	Sévère 6-59 mois	Modérée 6-59 mois	Global 6-59 mois	Sévère 6-59 mois	Modérée 6-59 mois
<b>Tombouctou</b>	153 326	16,0%	3,4%	12,6%	42 532	13 551	28 981
<b>Gao</b>	124 467	15,2%	2,9%	12,3%	28 542	7 870	20 672
<b>Kidal</b>	14 070	6,0%	0,0%	6,0%	1 275	17	1 258
<b>Total</b>	<b>326 920</b>				<b>72 349</b>	<b>21 438</b>	<b>50 911</b>

Au 18 août 2013, et à travers les données rendues disponibles par les partenaires opérationnels intervenant en Nutrition en appui aux structures de santé dans cette partie du pays, il est estimé que 22 109 enfants de 6 à 59 mois ont été admis dans les programmes de prise en charge nutritionnelle, dont 9 300 MAS et 12 809 MAM.

Entre le 01/01/2013 et le 18/08/2013	Admissions MAM	Admissions MAS (y compris MAS avec complication)
<b>Gao</b>	11 273	5 818
<b>Kidal</b>	1 316	569
<b>Tombouctou</b>	220	2 913
<b>Total</b>	<b>12 809</b>	<b>9 300</b>
<b>Grand total</b>		<b>22 109</b>

L'évolution positive du contexte des régions du Nord de ces derniers mois montre l'amorce d'un retour progressif des fonctionnaires des services techniques, l'augmentation du nombre de partenaires opérationnels dans les régions, et dans le même temps, l'installation de certaines agences des Nations Unies (OCHA et UNICEF

notamment). En conséquence, les capacités de mise en œuvre opérationnelle dans le secteur de la nutrition se renforcent progressivement et devraient permettre, dans les prochains mois, de dynamiser la détection et la prise en charge des cas d'enfants malnutris aigus. Les besoins



financiers établis à plus de 80\$ Millions USD pour le secteur nutrition dans le cadre du CAP Révisé 2013 restent jusqu'à maintenant peu financés (29 pourcent au 17 août 2013).

## Actions par zones prioritaires par région

Dans le Secteur de la Nutrition au Mali, trois grandes actions prioritaires ont été identifiées :

1. Les **Activités préventives** ciblant l'ensemble des femmes enceintes, des mères allaitantes et des enfants âgés de 6 à 23 mois dans les zones où le taux de malnutrition aiguë dépasse 10 pour cent.
2. La **Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aiguë (PCIMA)** comprenant le dépistage, la référence et la prise en charge médico-nutritionnelle des enfants malnutris aigus, la formation des agents de santé ainsi que l'approvisionnement des structures sanitaires en intrants ATPE et APE<sup>14</sup>, médicaments et matériels anthropométriques.
3. Les **Semaines d'Intensification des Activités en Nutrition** comprenant la supplémentation en Vitamine A et le déparasitage.

Ainsi dans le cadre de l'exercice de priorisation par commune, la budgétisation a été établie en considérant :

- ✓ Le coût moyen de fonctionnement trimestriel d'un UREN évalué à 16 550 USD\$,
- ✓ Les coûts des activités de prévention et de PEC des cas de MAM (*Forfait de 61 USD\$/Bénéficiaire*)

Les coûts relatifs à la prise en charge des cas de MAS (*fourniture et acheminement des intrants médico-nutritionnels / Mise à disposition des matériels anthropométriques / Organisation des formations des agents de santé sur le protocole révisé de la PECIMA*) n'ont pu être calculés au niveau « commune » puisque cet exercice s'effectue, usuellement, par Régions Sanitaires et Districts Sanitaires. La budgétisation incomplète basée sur les 36 Communes dites prioritaires présente un besoin financier additionnel, entre Septembre et Décembre 2013, de 1 913 006 USD\$. Cet état de fait montre ainsi que pour le Secteur de la Nutrition, l'exercice de priorisation par « Communes dites prioritaires », ne permet pas de refléter pertinemment l'état des besoins nutritionnels, en effet de grandes limites sont identifiées, notamment :

- Dans les secteurs de la Santé en général, et celui de la nutrition en particulier, les **stratégies de mise en œuvre des activités et d'appui aux services de base reposent sur le découpage sanitaire du pays** qui diffère du découpage administratif. Ainsi, le Groupe Sectoriel Nutrition effectue l'ensemble de ses analyses de besoins et de performance à travers des données disponibles aux niveaux des Régions Sanitaires et des Districts Sanitaires (données démographiques, nombre attendus d'enfants malnutris aigus, données de prise en charge ainsi que données issues des enquêtes nutritionnelles SMART désagrégées) et non sur des données du niveau « Communal ».
- Après analyse de la couverture des ONGs partenaires en Nutrition et en utilisant le modèle de priorisation par Commune, **il apparaît que sur les 92 UREN situés dans les 36 communes identifiées, 78 sont actuellement soutenus par un partenaire en nutrition**, et dans la majorité des cas le soutien apporté court jusqu'au 31 décembre 2013. Les deux raisons principales expliquant cette couverture élevée sont l'accessibilité géographique et l'accessibilité sécuritaire des zones concernées par les 36 communes. Dans ce cadre donc, la mise en lumière des besoins sectoriels est biaisée, alors même qu'au niveau des 5 régions (Gao, Kidal, Tombouctou, Mopti et Ségou) et 17 Districts Sanitaires concernés par l'exercice de priorisation, il apparaît que 109 structures de

<sup>14</sup> ATPE : Aliments Thérapeutiques Prêts à l'Emploi et APE : Aliments Prêts à l'Emploi

santé, donc autant d'UREN, ne bénéficient, à date, d'aucun appui de partenaire ONGs pour les activités de prise en charge de la malnutrition aiguë.

- Dernièrement, **les 36 communes identifiées comme prioritaires se situent dans leur majorité, sur les rives du fleuve Niger, laissant de côté les communes enclavées et composées majoritairement de populations Touarègues**, pouvant créer un risque d'ethnisation de l'aide apportée pour la prise en charge de la malnutrition aiguë infantile.

En conclusion, et en vue de présenter un état des besoins en nutrition cohérent, exhaustif et pertinent, le Groupe Sectoriel a ajouté une analyse par District Sanitaire basée sur deux principaux indicateurs : *le nombre d'enfants attendus en Malnutrition Aiguë en 2013 par District Sanitaire et la couverture d'appui des UREN par les partenaires de la nutrition.*

ACTIONS PRIORITAIRES						
Actions prioritaires (réalisables d'ici la fin de l'année)	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Cercle	Niveau de couverture des Centres de sante Noms des Centres de sante non couverts	Montant disponible	Montant à financer d'ici la fin de l'année par commune
1. PCIMA* 2. Prévention de la Malnutrition aigüe (blanket feeding)	7 CSCOMS ET 1 CSREF	Gao	Gao	100% DE COUVERTURE JUSQUE FIN DECEMBRE 2013	\$152,978	\$128 822
	3 CSCOMS	Gounzoureye		100% DE COUVERTURE JUSQUE FIN DECEMBRE 2013	\$65,562	\$44 536
	3 CSCOMS	Sony Aliber		100% DE COUVERTURE JUSQUE FIN DECEMBRE 2013	\$109,270	\$36 374
	5 CSCOMS	N'tillit		100% DE COUVERTURE JUSQUE FIN DECEMBRE 2013	\$65,562	\$62 899
1. PCIMA* 2. Prévention de la Malnutrition aigüe (blanket feeding)	6 CSCOMS ET 1 CSREF	Ansongo	Ansongo	100% DE COUVERTURE JUSQUE FIN DECEMBRE 2013	\$131,124	\$47 710
	3 CSCOMS	Ouattagouna		100% DE COUVERTURE JUSQUE FIN DECEMBRE 2013	\$65,562	\$43 251
	1 CSCOM	Talataye		100% DE COUVERTURE JUSQUE FIN DECEMBRE 2013	\$21,854	\$20 278
	2 CSCOMS	Tessit		100% DE COUVERTURE JUSQUE FIN DECEMBRE 2013	\$43,708	\$22 847
1. PCIMA* 2. Prévention de la Malnutrition aigüe (blanket feeding)	4 CSCOMS ET 1 CSREF	Menaka	Menaka	100% DE COUVERTURE JUSQUE FIN DECEMBRE 2013	\$87,416	\$37 357
	NA	Alata		100% DE COUVERTURE JUSQUE FIN DECEMBRE 2013	NA	\$28 943
	1 CSCOM	Inekar		100% DE COUVERTURE JUSQUE FIN DECEMBRE 2013	\$21,854	\$56 678
	1 CSCOM	Tidermene		100% DE COUVERTURE JUSQUE FIN DECEMBRE 2013	\$21,854	\$0
	5 CSCOMS	Anderamboukane		100% DE COUVERTURE JUSQUE FIN DECEMBRE 2013	\$109,270	\$79 349
1. PCIMA* 2. Prévention de la Malnutrition aigüe (blanket feeding)	4 CSCOMS ET 1 CSREF	Bourem	Bourem	100% DE COUVERTURE JUSQUE FIN DECEMBRE 2013	\$109,270	\$0
	2 CSCOMS	Temera		100% DE COUVERTURE JUSQUE FIN DECEMBRE 2013	\$43,708	\$0
1. PCIMA* 2. Prévention de la Malnutrition aigüe (blanket feeding)	3 CSCOMS ET 1 CSREF	Tombouctou	Tombouctou	CSREF TOMBOUCTOU	\$65,562	\$128 383
1. PCIMA* 2. Prévention de la Malnutrition aigüe (blanket feeding)	3 CSOMS - COUVERTURE 100%	Dire	Dire	100% DE COUVERTURE JUSQUE FIN DECEMBRE 2013	\$65,652	\$135 094

Actions prioritaires (réalisables d'ici la fin de l'année)	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Cercle	Niveau de couverture des Centres de sante Noms des Centres de sante non couverts	Montant disponible	Montant à financer d'ici la fin de l'année par commune
1. PCIMA* 2. Prévention de la Malnutrition aigüe (blanket feeding)	1 CSCOM & 1 CSREF	Goundam	Goundam	CSREF GOUNDAM	\$43,708	\$10 860
	1 CSCOM	Razelma		CSCOM RAZELMA	\$0	\$21 854
	3 CSOMCS	Tonka		CSOM D'EHELL	\$65,652	\$10 860
	1 CSOM	Tilemsi		CSCOM TILEMSI	\$0	\$144 882
1. PCIMA* 2. Prévention de la Malnutrition aigüe (blanket feeding)	3 CSCOMS ET 1 CSREF	Rharous	Gourma- Rharous	CSCOMS DE BENGUEL, BAMABRA MAOUDE ET TINTADENIT + CSREF DE RARHOUS	\$0	\$87 416
	1 CSCOM	Bambara Maoude		KORO BELLA	\$0	\$64 047
	3 CSCOMS	Gossi		CSCOMS D'EBANGUMALENE, GOSSI et N'DAKI	\$0	\$65 652
	1 CSOM	Serere		CSCOM MADIKOYE	\$0	\$21 854
1. PCIMA* 2. Prévention de la Malnutrition aigüe (blanket feeding)	3 CSCOMS ET 1 CSREF	Souboundou	Niafunke	CSCOMS D'ANDIAM, ARABEBE, et GOUNAMBOUGOU + CSREF	\$87,416	\$118 553
	2 CSOMS	Lere		100% DE COUVERTURE JUSQUE FIN DECEMBRE 2013	\$43,708	\$0
1. PCIMA* 2. Prévention de la Malnutrition aigüe (blanket feeding)	4 CSOMS et 1 CRSFE	Kidal	Kidal	CCSOM D'ALIOU ET D'ETAMBAR	\$65,562	\$244 220
	1 CSCOM	Essouk		100% DE COUVERTURE JUSQUE FIN DECEMBRE 2013	\$21,854	\$0
1. PCIMA* 2. Prévention de la Malnutrition aigüe (blanket feeding)	1 CSOM et 1 CSREF	Tessalit	Tessalit	CSREF TESSALIT	\$21,854	\$21 854
1. PCIMA* 2. Prévention de la Malnutrition aigüe (blanket feeding)	1 CSOM et 1 CSREF	Abeibara	Abeibara	CSREF D'ABEIBARA	\$21,854	\$21 854
1. PCIMA* 2. Prévention de la Malnutrition aigüe (blanket feeding)	1 CSOM et 1 CSREF	Tin-Essako	Tin-Essako	CSREF TIN-ESSAKO	\$21,864	\$21 854
1. PCIMA* 2. Prévention de la Malnutrition aigüe (blanket feeding)	1 CSOM et 1 CSREF	Douentza	Douentza	100% DE COUVERTURE JUSQUE FIN DECEMBRE 2013	\$43,708	\$0

Actions prioritaires (réalisables d'ici la fin de l'année)	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Cercle	Niveau de couverture des Centres de sante Noms des Centres de sante non couverts	Montant disponible	Montant à financer d'ici la fin de l'année par commune
1. PCIMA* 2. Prévention de la Malnutrition aigüe (blanket feeding)	1 CSCOM et 1 CSREF	Tenenkou	Tenenkou	CSCOM DE TENENKOU ET CSREF DE TENENKOU	\$0	\$84 465
1. PCIMA* 2. Prévention de la Malnutrition aigüe (blanket feeding)	1 CSCOM et 1 CSREF	Youwarou	Youwarou	CSCOM YOUWAROU CENTRAL ET CSREF YOUWAROU	\$0	\$100 260
1. PCIMA* 2. Prévention de la Malnutrition aigüe (blanket feeding)	1 CSOM	Nampalari	Niono	100% DE COUVERTURE JUSQUE FIN DECEMBRE 2013	\$21,854	\$0
					<b>\$1,344,211<sup>15</sup></b>	<b>\$ 1 913 006<sup>16</sup></b>

<sup>15</sup> Le montant global disponible a été calculé en utilisant uniquement le coût moyen de fonctionnement d'un UREN (moyenne de USD\$ 16 550 / Trimestre / UREN) croisé avec la couverture des ONGs et la durée de leur intervention

<sup>16</sup> Le montant global des besoins financiers n'est pas le reflet de la réalité. En effet, il n'a pu être calculé que sur la base des coûts de fonctionnement des UREN (moyenne de USD\$ 16 550 / Trimestre / UREN) et les activités de prise en charge MAM et de Blanket Feeding. . Les coûts supplémentaires relatifs aux intrants, matériels anthropométriques et formations des personnels de santé n'ont pu être pris en compte puisqu'ils sont budgétisés par District Sanitaire.

### BESOINS FINANCIERS PAR DISTRICT SANITAIRE – SEPTEMBRE / DECEMBRE 2013

District sanitaire	Actions prioritaires	Nombre de structures de base	Budget total (USD\$) <sup>17</sup>	Montant disponible (USD\$)	Montant à financer (USD\$)	MONTANT GLOBAL par Niveau de Priorité
Douentza	Prévention PCIMA SIAN	19 UREN, dont: > 15 sans appui à date > 4 appuyés jusqu'au 31/12/2013	\$415 231	\$87 416	\$327 815	<b>USD\$ 1 832 167</b>
Niafunké	Prévention PCIMA SIAN	23 UREN, dont: > 10 sans appui à date > 3 appuyés jusqu'au 31/12/2013 > 10 appuyés jusqu'au 30/09/2013	\$802 669	\$339 627	\$463 042	
Goundam	Prévention PCIMA SIAN	25 UREN, dont: > 11 sans appui à date > 9 appuyés jusqu'au 31/12/2013 > 5 appuyés jusqu'au 30/09/2013	\$909 072	\$437 190	\$471 882	
Tombouctou	Prévention PCIMA SIAN	22 UREN, dont: > 18 sans appui à date > 4 appuyés jusqu'au 31/12/2013	\$818 355	\$248 926	\$569 429	
Tenenkou	Prévention PCIMA SIAN	22 UREN, dont: > 20 sans appui à date > 2 appuyés jusqu'au 31/12/2013	\$579 800	\$58 248	\$521 552	<b>USD\$ 1 539 660</b>
Youwarou	Prévention PCIMA SIAN	12 UREN sans appui à date	\$399 623	\$80 820	\$318 803	
Bourem	Prévention PCIMA SIAN	20 UREN, dont: > 10 appuyés jusqu'au 31/12/2013 > 10 sans appui à date	\$807 319	\$456 162	\$351 157	

<sup>17</sup> Il a été considéré comme coût moyen de fonctionnement d'un UREN pour 3 mois un total de \$USD 16 550. A cela, les coûts relatifs à la mise en œuvre des activités de Blanket Feeding, la fourniture des intrants médico-nutritionnels, du matériel anthropométrique et ceux relatifs à l'organisation des formations des agents de santé sur le protocole révisé de la PECIMA ont été ajoutés.

Gourma-Rharous	Prévention PCIMA SIAN	17 UREN, dont: > 11 sans appui à date > 8 appuyés jusqu'au 31/12/2013	\$547 565	\$199 416	\$348 149	
District sanitaire	Actions prioritaires	Nombre de structures de base	Budget total (USD\$)	Montant disponible (USD\$)	Montant à financer (USD\$)	MONTANT GLOBAL par Niveau de Priorité
Gao	Prévention PCIMA SIAN	31 UREN, dont: > 4 sans appui > 13 appuyés jusqu'au 31/12/2013 > 14 appuyés jusqu'au 31/03/2014 minimum	\$1 406 027	\$1 032 213	\$373 814	<b>USD\$ 624 134</b>
Ansongo	Prévention PCIMA SIAN	19 UREN, dont: > 3 sans appui à date > 8 appuyés jusqu'au 31/12/2013 > 8 appuyés jusqu'au 31/03/2014	\$822 282	\$571 962	\$250 320	
Abeibara	Prévention PCIMA SIAN	4 UREN, dont: > 2 sans appui > 2 appuyés jusqu'au 31/03/2013	\$121 019	\$42 287	\$78 733	<b>USD\$ 814 772</b>
Tin-Essako	Prévention PCIMA SIAN	5 UREN, dont: > 1 sans appui à date > 4 appuyés jusqu'au 31/03/2014	\$121 019	\$69 526	\$51 494	
Tessalit	Prévention PCIMA SIAN	7 UREN, dont: > 3 sans appui > 4 appuyés jusqu'au 31/03/2014	\$187 657	\$130 241	\$57 416	
Kidal	Prévention PCIMA SIAN	7 UREN, dont: > 3 sans appui > 4 appuyés jusqu'au 31/03/2014	\$675 323	\$395 244	\$280 080	
Niono	PCIMA SIAN	23 UREN, dont: > 3 sans appui > 4 appuyés jusqu'au 31/03/2014	\$480 794	\$480 794	\$0	

Diré	Prévention PCIMA SIAN	18 UREN jusqu'au 31/12/2013	\$816 544	\$637 944	\$178 600	
Menaka	Prévention PCIMA SIAN	11 UREN, dont: > 5 appuyés jusqu'au 31/12/2013 > 6 appuyés jusqu'au 21/03/2014	\$634 749	\$466 299	\$168 450	
<b>TOTAL</b>			<b>\$10 545 048</b>	<b>\$5 734 314</b>	<b>\$4 810 734</b>	



## 4.9. Protection

### Situation actuelle et besoins

De nombreux cas de violation des droits humains nécessitent un suivi et une réponse appropriés. La présence résiduelle, dans certaines zones, de groupes armés non étatiques reste une menace réelle pour les populations civiles. La capacité du Gouvernement et des autorités locales à protéger les populations affectées par la crise a été gravement entravée par la persistance de la crise politique. Bien que le retour de l'administration dans les régions du nord s'effectue progressivement, la présence de l'Etat dans ces zones et surtout à Kidal reste limitée. L'insécurité y est grandissante et les populations se disent particulièrement préoccupées par la présence de Groupes armés, l'existence de restes d'engins non explosés et le manque des services sociaux de base.

Dans les centres urbains, les personnes déplacées internes, notamment des femmes, sont régulièrement expulsées des maisons qu'elles louent pour défaut de paiements de loyer. Une partie des personnes déplacées campent dans les maisons abandonnées ou en chantiers avec comme conséquence une exposition aux risques d'exploitation et d'abus sexuel.

La protection des plus vulnérables nécessite une approche de collaboration et de coordination avec des partenaires locaux et internationaux. Ainsi, le HCR qui dirige le Cluster Protection au Mali, coordonne les activités de protection avec deux sous-clusters : le premier sur les violences basées sur le Genre (VBG) en partenariat avec UNFPA et, le second, sur la protection de l'enfant, de concert avec l'UNICEF. A la fin du mois d'Aout 2013, le Cluster Protection estimait à plus de 509,249 le nombre de personnes déplacées par le conflit dont 333, 622 personnes déplacées internes et 175,627 réfugiés. Le début de l'année scolaire, le calendrier de la saison agricole, le bon déroulement de l'élection présidentielle et le retour progressif des agents de l'Etat dans les régions du Nord auront pour conséquence l'augmentation du retour des personnes déplacées et des réfugiés dans ces zones. Ainsi le Plan de contingence Mali 2013 prévoit d'ici la fin de l'année 2013 un scénario avec le retour de 185 000 déplacés internes et de 45 000 réfugiés. Ces populations déplacées s'ajouteront à celles qui sont restées dans les régions nord (900 000 non déplacés)<sup>18</sup> soit un total de 1 130 000 personnes susceptibles d'avoir des besoins importants en protection. Le Cluster Protection cible 10% de ces populations soit 113. 000 personnes.

La responsabilité de protection des civiles étant avant tout celle de l'état Malien et étant donné que la capacité du gouvernement et des autorités locales à protéger les populations affectées par le conflit armé a été gravement entravée par la persistance de la crise politique; la présence limitée de l'Etat et l'insécurité dans les régions du Nord, il y a la nécessité de s'aligner avec la vision du gouvernement.

Avec le retour massif des populations déplacées dans les régions du Nord la possibilité de la survenance d'une escalade de la violence, liée notamment aux tensions inter et intracommunautaires n'est pas à exclure; ces tensions existent déjà à Gao et ont tendance à accroître. En outre, la persistance de la présence de groupes armés et l'existence de banditisme dans certaines zones posent des problèmes graves de violation de droits humains, d'abus et de violences sexuelles. Ainsi, une récente mission de la section des droits de l'Homme de la MINUSMA à Kidal et à Tessalit fait état de l'existence d'une situation sécuritaire volatile, de mauvais traitements contre les civils, de l'absence des autorités administratives dans certaines zones et d'un accès limité aux services sociaux de base dont les services de santé et les écoles. A Tombouctou, le Cluster note une relative stabilité de la région avec présence de la Minusma,

<sup>18</sup> Plan de Contingence Nord Mali

de la Douane, de la Garde Nationale du Mali et de la Gendarmerie Nationale. Toutefois, des incidents de protection ont été soulevés notamment des actes de banditisme récurrents rackets, braquages et autres agressions physique. Il convient de signaler aussi que les structures étatiques ne sont pas équipées et que leurs infrastructures ont subi des dégâts à différents niveaux. Ce qui nécessite un appui de la part du cluster pour faciliter l'accès des bénéficiaires a ces structures.

Il persiste donc des risques d'aggravation des préoccupations de protection. Des exemples de violations et privations qui entraînent les besoins de protection sont :

- Les massacres délibérés, les blessures, les déplacements et les disparitions forcées.
- Détentions arbitraires et enlèvements/ des traitements inhumains ou dégradants.
- Les violences basées sur le genre et les violences sexuelles, la prostitution, l'exploitation sexuelle et le trafic, l'esclavage forcé.
- Le manque d'accès aux services de bases dont les services de santé, d'éducation, de justice
- La dépossession des biens par le vol et la destruction
- Le non-respect des droits de propriétés et les tensions liées aux détournements des terres et des violations des droits fonciers (problématique particulièrement résurgente en l'absence de rétablissement des services judiciaires)
- La violence et l'exploitation au sein de la communauté touchée et les cas de discrimination
- Le recrutement d'enfants et les cas de séparations des familles
- Les restrictions arbitraires à la libre circulation, les obstacles qui empêchent l'accès aux services sociaux causés par la destruction de ces services
- La perte ou le vol de documents personnels qui donnent une preuve d'identité, de la propriété et les droits des citoyens.
- Les attaques contre les civils et la propagation des restes de guerre non explosés (REG).

### **Besoins urgents**

Ce plan d'actions prioritaires, cible les personnes vulnérables dans les régions les plus affectées par le conflit armé et la crise alimentaire (Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal). Il sera mis en œuvre en prenant en compte :

- En premier lieu les communes considérées comme prioritaires par l'exercice GIS. Toutefois, lorsque Le Cluster Protection le juge nécessaire, d'autres communes peuvent être intégrées au plan pour des besoins spécifiques liés à la protection.
- En deuxième lieu la population civile non déplacée basée sur le recensement national, ainsi que l'évaluation des besoins menée à ce jour dans les zones où il y a l'accès humanitaire ;
- En troisième lieu la capacité actuelle des membres du cluster protection à répondre.
- En dernier lieu, la catégorie de population plus vulnérables prend en compte des groupes touchés par crise alimentaire et nutritionnelle préexistante en plus de personnes déplacées qui n'ont pas encore été officiellement enregistrés, afin d'assurer une assistance aux personnes touchées par la crise, sur la base vulnérabilité et non sur le statut.

Il convient de noter que les catégories de population dans le besoin sont des groupes de population définis comme étant affecté par le conflit armé et la crise alimentaire.

Toutes les personnes affectées ne sont pas nécessairement dans le besoin d'une assistance humanitaire. Les populations cibles sont les populations dans le besoin immédiats. Le plan d'actions inclut une liste d'objectifs prioritaires (pour les programmes et pour les plaidoyers) et des résultats escomptés, tendant à :

1. Améliorer la situation humanitaire des populations affectées, en particulier les vulnérables à travers la facilitation de l'accès équitable aux services sociaux de base particulièrement dans les zones du nord (Gao, Kidal et Tombouctou).
2. Renforcer la prévention et la réponse aux problématiques de protection identifiées, y compris les cas de violations des droits humains, la violence basée sur le genre, la protection de l'enfance et réduire la menace posée par la présence des mines, restes explosifs de guerre.
3. Renforcer la coordination et la capacité des acteurs en situation d'urgence et inter agence/inter sectorielle des activités de protection au niveau national et décentralisé
4. Promouvoir la cohésion sociale/coexistence pacifiques intra et inter- communautaire
5. Appuyer le retour volontaire et spontané des PDI dans la dignité et la sécurité

## Actions par zones prioritaires par région

### Actions immédiates

Ce plan d'actions inclut une liste d'actions immédiates prioritaires suivantes :

1. Assurer une prise en charge holistique des survivant(e)s des VBG: prise en charge médicale, juridique, psychosociale et réinsertion socio-économique;
2. Renforcer le suivi de protection dans les zones de retour et le suivi quantitatif des mouvements de retour.
3. Prévention des risques liés aux mines et/ou restes de guerre, déminage et dépollution des zones infectées
4. Mise en place de mécanismes spécialisés de prise en charge des enfants affectés : réinsertion, appui psycho social, réunification familiale. 99.900 enfants (chiffre du plan de contingence inter agence) (déplacés internes et rapatriés) sont estimés retournés dans les régions du nord, au nombre desquels il faudra ajouter 206 207<sup>19</sup> enfants non déplacés et ciblés par le Cluster Protection.
5. Dynamisation/ Renforcement des services et mécanismes communautaires et institutionnels de protection c'est-à-dire appuyer par régions 4 à 5 services ou mécanismes communautaires préexistants en notamment participant au renforcement des capacités de ces services, à la diffusion des informations et au travail de ces institutions.

### Actions early recovery

1. Plaidoyer auprès des autorités étatiques et appui aux efforts nationaux de réconciliation intra et inter communautaire
2. Appui aux petites réparations des infrastructures et aux équipements des services régionaux déconcentrés. Cette action consiste à doter certains services étatiques de petits équipements leur permettant d'accueillir les bénéficiaires et de faciliter leur accès à certains droits et documents (acte d'état civil, chaises, tables, jugements, procès-verbaux de police, etc) ; elle vise aussi à faire de petites réparations sur les infrastructures étatiques pour leur permettre d'accueillir les bénéficiaires et leur rendre service.
3. Appuyer le retour des IDPs et des réfugiés si les conditions de retour sont réunies. Dans le cas où les conditions de retour sont réunies, le Cluster estime d'ici décembre 2013, pouvoir appuyer le retour de 20 000 des 185 000 IDPs et 10 000 des 45 000 réfugiés. Cette estimation se base sur les chiffres retenus dans le Plan de contingence inter agence ainsi que sur les capacités du Cluster pour l'organisation de ces retours.

Le tableau ci-dessous résume les actions prioritaires à mener par zone géographique prioritaire.

<sup>19</sup>MYR CAP 2013 Cluster Protection

## ACTIONS IMMEDIATES

Actions prioritaires (réalisables d'ici la fin de l'année)	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Budget total	Montant disponible	Montant à financer d'ici la fin de l'année
<b>Prise en charge holistique des survivant(e)s des VBG : prise en charge médicale, juridique, psychosociale et réinsertion socio-économique</b>	Retournés : 185 000 <sup>20</sup> Rapatriés : 45 <sup>21</sup> 000  Non déplacées : 900 000 <sup>22</sup> Total : 1 130 000  Il s'agit des chiffres du plan de contingence inter agence.  <b>Cible</b> : Couverture d'ici la fin de l'année 10% (cible) soit : 113 000	<b>Région de Tombouctou</b> : Cercles de Tombouctou, Goundam, Gourma Rarhous et Niafounké  <b>Région de Gao</b> : Cercles de Gao, Ansongo, Ménaka, et Bourem  <b>Région de Kidal</b> : Cercles de Kidal  <b>Région de Mopti</b> : Cercles de Douentza, Koro, Tenenkou et Youwarou	6 500 000	2 685 385	3 814 615
<b>Renforcement du suivi de protection dans les zones de retour et du suivi quantitatif des mouvements de populations</b>	Retournés : 185 000 Rapatriés : 45 000  Non déplacées : 900 000 Total : 1 130 000  Il s'agit des chiffres du plan de contingence inter agence.  Cible : Couverture d'ici la fin de l'année 10% (cible) soit : 113 000	<b>Région de Tombouctou</b> : Communes de Tombouctou, Douekire, Goundam, Tilemsi, Gossi, Gourma Rharous, Souboundou, Lere et Soumpi,  <b>Région de Gao</b> : Communes de Gao, N'tilit, Ansongo, Ouatagouna, Tessit, Menaka, Anderamboukane,  <b>Région de Kidal</b> : Commune de Kidal  <b>Région de Mopti</b> : Communes de Boni, Mondoro, Koro, Tenenkou, Youwarou	10 000 000	5 080 971	4 919 029
<b>Prévention des risques liés aux mines et/ou restes de guerre et déminage et dépollution des zones infectées</b>	Retournés : 185 000 Rapatriés : 45 000  Non déplacées : 900 000 Total : 1 130 000  Il s'agit des chiffres du plan de contingence inter agence.	<b>Région de Tombouctou</b> : Cercles de Tombouctou, Goundam, Gourma Rharouss et Nianfunke  <b>Région de Gao</b> : Cercles de Gao, nsongo, Menaka et Bourem  <b>Région de Kidal</b> : Cercles de Kidal, Tessalit et Aguelhoc  <b>Région de Mopti</b> : Cercles de Douendza et Mopti	11 320 685	8 159 258	3 161 427

<sup>20</sup> Chiffre Plan de Contingence Mali 2013 ( scenario2)

<sup>21</sup> Chiffre Plan de Contingence Mali 2013 ( scenario2)

<sup>22</sup> Chiffre Plan de Contingence Mali 2013 ( scenario2)

Actions prioritaires (réalisables d'ici la fin de l'année)	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Budget total	Montant disponible	Montant à financer d'ici la fin de l'année
Mise en place de mécanismes spécialisés de prise en charge des enfants affectés : réinsertion, appui psycho social, réunification familiale,	Enfants retournés et rapatriés : 99.900 <sup>23</sup> (chiffre du plan de contingence inter agence) Enfants non déplacés : 206,207 (chiffres du cluster protection pour le CAP) Total : 306 107  Cible : Couverture d'ici la fin de l'année 10% (cible) soit : 30 610	<b>Région de Tombouctou</b> : Communes de Tombouctou, Douekire, Goundam, Tilemsi, Gossi, Gourma Rharous, Souboundou, Léré, Soumpi,  <b>Région de Gao</b> : Communes de Gao, N'tilit, Ansongo, Ouatagouna, Tessit, Menaka, Anderamboukane,  <b>Région de Kidal</b> : Commune de Kidal  <b>Région de Mopti</b> : Communes de Boni, Mondoro, Tenenkou, Youwarou et Koro	3 500 000	1 531 685	1 968 315
Dynamisation/ Renforcement des services et mécanismes communautaires et étatiques de protection :	16 services étatiques et mécanismes communautaires à raison de 4 à 5 services par region	<b>Région de Tombouctou</b> : Communes de Tombouctou, Douekire, Ber, Soumpi, Lere, Goundam, Tilemsi, Gossi et Gourma Rharous  <b>Région de Gao</b> : Communes de Gao, N'tillit, Tessit, Ansongo, Ménaka, Anderamboukane et Bourem  <b>Région de Kidal</b> : Communes de Kidal et Aguel hoc,  <b>Région de Mopti</b> : Communes de Boni, Mondoro, Koro, Douendtza, Tenenkou et Youwarou	3 500 000	76,500	3 423 500
<b>ACTIONS EARLY RECOVERY</b>					
Plaidoyer auprès des autorités étatiques et appui aux efforts nationaux de réconciliation intra et inter communautaire	Retournés : 185 000 Rapatriés : 45 000  Non déplacées : 900 000 Total : 1 130 000  Cible : Couverture d'ici la fin de l'année 10% (cible) soit : 113 000	<b>Région de Tombouctou</b> : Cercles de Tombouctou, Goundam, Gourma Rharous et Nianfunke  <b>Région de Gao</b> : Cercles de Gao, Ansongo, Menaka et Bourem  <b>Région de Kidal</b> : Cercle de Kidal  <b>Région de Mopti</b> : cercles de Douendtza, Koro, Tenenkou et Youwarou	3 000 000	850,000	2 150 000

<sup>23</sup> MYR CAP 2013 Cluster Protection

Actions prioritaires (réalisables d'ici la fin de l'année)	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Budget total	Montant disponible	Montant à financer d'ici la fin de l'année
<b>Appui aux petites réparations des infrastructures et aux équipements des services régionaux déconcentrés</b>	Direction Régionale du Développement Social, Direction Régionale de Sante, Direction Régionale de la Protection de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, Protection Civile, Police, Justice, Centres d'Etat civil ;	<b>Région de Tombouctou</b> : Cercles de Tombouctou, Nianfunke et Gourma Rarhous  <b>Région de Gao</b> : Cercles Gao, Ansongo, Menaka et Bourem  <b>Région de Kidal</b> : Cercle de Kidal  <b>Région de Mopti</b> : Boni, Mondoro, Tenenkou, Youwarou	5 000 000	0	5 000 000
<b>Appuyer le retour des IDPs et des refuges si les conditions de retour sont réunies</b>	<b>IDP Retournés : 20 000<sup>24</sup></b> parmi les 185.000 du plan de contingence inter agence  <b>Rapatriés : 10 000</b> parmi les 45.000 du plan de contingence inter agence	<b>Région de Tombouctou</b> : Cercles de Tombouctou, Dire, Goundam, Gourma Rarous, Nianfunke  <b>Région de Gao</b> : Cercles de Gao, Ansongo, Menaka et Bourem  <b>Région de Kidal</b> : Commune de Kidal  <b>Région de Mopti</b> : Cercles de Douendtza, Koro, Tenenkou, Youwarou	6 000 000	1,038, 000	4 962 000
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>48 820 685</b>	<b>19 421 799</b>	<b>29 398 886</b>

<sup>24</sup> Chiffre estimation Cluster Protection

## 4.10.Santé

### Situation actuelle

L'accès aux soins de santé est resté limité à cause du pillage et la destruction des infrastructures, le départ du personnel et des ONG et l'arrêt du fonctionnement des services de santé.

En effet l'enquête d'évaluation rapide conduite en mai 2013 a montré que 18,6% (294/1581) des structures ont été détruites entièrement ou partiellement. Près de 32% (96/295) de ces structures concernaient les régions du nord contre 67% (199/295) pour les autres régions. La quasi-totalité de ces structures n'étaient plus fonctionnelles 17,2% (272/1581). Il y avait une rupture des approvisionnements en médicaments et intrants médicaux). La plupart des structures de santé restées ouvertes manquaient de personnel qualifié, d'équipement et de médicaments pour faire face aux besoins de la population. Dans les régions du sud, les services de santé non préparés à faire face à l'affluence des populations se trouvaient débordés.

Avec les sévices sur la population (violation des droits de l'homme, exactions, incluant les violences sexuelles) et l'intensification des combats, un nombre important de décès et de blessés de guerre ont été reçus dans les formations sanitaires.

Sur l'effet de ces calamités sont venues s'ajouter des flambées épidémiques de rougeole, choléra et paludisme. En raison de la promiscuité, des modes de vie des populations, des conditions d'hygiène et d'assainissement et le manque d'accès à l'eau potable la propagation de ces maladies est encore redoutée.

Après les opérations de reconquêtes et l'installation des forces internationales, le retour progressif du personnel de santé soutenu par l'OMS a été amorcé. Un plan de relance des activités de santé a été élaboré et devrait être discuté avec les partenaires.

Bien que le secteur soit affecté dans son ensemble, le présent plan sera focalisé sur les régions du nord qui, en raison de leur vulnérabilité et l'analyse des services essentiels de base disponibles, sont considérées comme prioritaires.

Une référence sera faite à l'organisation pyramidale du système de santé du Mali structuré en trois niveaux, pour guider le choix des interventions prioritaires. i) Le niveau opérationnel est représenté par le district sanitaire (cercle). C'est le niveau de prise en charge, de planification et de gestion quotidienne de l'offre des services de santé ; ii) le niveau régional est celui de l'appui technique au premier niveau ; iii) Le niveau national est le niveau stratégique qui définit les orientations stratégiques et détermine les investissements et le fonctionnement. Il veille notamment à l'application des normes et standards.

De même, la structuration de la pyramide des structures de prestations de soins se fait en trois niveaux:

- Le niveau central avec 5 établissements hospitaliers publics (dont 3 à vocation générale et 2 à vocation spécialisée) et 5 autres établissements publics scientifiques et technologiques (EPST). Ces établissements constituent le 3<sup>ème</sup> échelon de référence.
- Le niveau intermédiaire : regroupe 7 Établissements Publics Hospitaliers (EPH) assurant le 2ème échelon de référence. Ils sont à vocation générale et situés respectivement dans les régions de Kayes, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao et Koulikoro.
- *Le niveau district sanitaire avec 2 échelons*: le premier niveau de recours aux soins. Il offre le Paquet Minimum d'Activités (PMA) dans les Centres de Santé Communautaires (CSCOM). Le deuxième échelon sert de première référence. Il est constitué de Centres de Santé de Référence (CSRéf) au niveau des districts sanitaires.



Le réseau des structures de santé est composé de divers types tel que des établissements du secteur privé, à but lucratif et non lucratif, et de plusieurs catégories, notamment médical, paramédical, pharmaceutique et traditionnel. Au niveau national, on dénombre environ 1581 structures de santé dont 199 réparties dans les trois régions du nord.

Les performances de ce système de santé se résument à la réduction de la mortalité infanto-juvénile (enfants de moins de 5 ans) de 257 pour 1000 naissances vivantes en 1990 à 214 et 176 pour 1000 NV respectivement en 2000 et 2011, la réduction de la mortalité maternelle 582 /100.000NV en 2001 à 464 pour 100 000 NV en 2006, la progression de la couverture vaccinale contre la rougeole 48% en 1990 à 56% en 2011, du taux de couverture de la consultation prénatale de 70% pour au moins 1 visite et 35% pour au moins 4 visites entre 2005 et 2012 ; avec un taux d'accouchement assisté par une personne qualifiée de 49% durant la même période. Les besoins non satisfaits en planification familiale s'élevait à 28% entre 2005 et 2012. En 2011, au Mali 70% des enfants de moins de 5 ans dormaient sous une moustiquaire imprégnée

## Besoins

### ✓ **Besoins urgents (immédiats ou à court terme)**

A ce jour, plusieurs partenaires opérationnels (ONG, Gouvernement, Agences des Nations Unies) interviennent sur le terrain. La réponse humanitaire du secteur santé est essentiellement axée sur :

1. Les prestations des services cliniques généraux et soins essentiels y compris à travers un appui direct aux structures de santé de premier niveau, ainsi que l'organisation de plusieurs missions humanitaires et des cliniques mobiles;
2. L'approvisionnement en médicaments et autres intrants médicaux aux structures de santé impliquées dans la prise en charge des personnes affectées par la crise ;
3. L'appui à certains programmes essentiels : la vaccination de routine et les campagnes de vaccination de masse, la prise en charge de la malnutrition, la prévention du paludisme à travers la distribution des moustiquaires imprégnées etc. ;
4. La surveillance des maladies à potentiel épidémique et la riposte aux épidémies

La coordination humanitaire est assurée à travers l'approche de responsabilité sectorielle ou cluster. Le cluster santé a été activé depuis le mois de février 2012 et il est envisagé le renforcement des clusters régionaux notamment à Ségou et Mopti et la mise en place de deux hubs de coordination à Goa et Tombouctou. Ce processus de décentralisation et de renforcement se fait en collaboration avec le Ministère de la Santé et les partenaires. La consolidation de la coordination dans ces régions par les mécanismes gouvernementaux sera progressivement relayée par la mise en œuvre au fur et à mesure de la transition entre la phase humanitaire le développement.

La situation sécuritaire s'est nettement améliorée après les opérations de reconquête et l'installation de la MINUSMA. Parallèlement aux actions humanitaires, l'OMS a appuyé le retour du personnel de santé sur le terrain et cette opération n'est pas encore terminée. Ainsi, un début de reprise des activités de santé par les agents de l'état se fait progressivement.

Par ailleurs, on observe un retour des personnes déplacées internes et réfugiées. La reprise des activités socio-économiques n'est pas encore effective dans un contexte où les services de santé de base demandent à être renforcés.



Tous ces facteurs combinés à l'insécurité alimentaire augmentent la vulnérabilité des populations. D'où l'importance de la poursuite des interventions humanitaires durant le relèvement précoce.

La situation épidémiologique actuelle montre un calme relatif, cependant, le risque de flambées épidémiques demeure encore élevé. Au regard des conditions précaires dues au mouvement des populations qui retourneraient des sites de déplacement ou des camps des réfugiés, des taux de couverture vaccinale et du profil épidémiologique des districts sanitaires affectés par les crises, les épidémies récurrentes de méningites, de choléra et de paludisme sont à craindre. Le manque de moyens suffisants pour assurer un approvisionnement sans rupture en intrants médicaux continue à fragiliser le système de santé dans les régions nord du Mali.

✓ **Besoins 'early recovery' (Besoins pour le relèvement précoce) :**

*Etat et fonctionnement des structures de santé*

Le conflit armé a gravement endommagés les structures de santé. Dans la région de Tombouctou, seulement 18% de CSCOM sont encore opérationnels, alors que les régions de Gao et Kidal ont respectivement 40% et 84 % de CSCOM opérationnels. Il faut toutefois noter que le pillage, la dégradation voire la destruction partielle des structures de santé ont eu lieu, à divers degrés, dans plusieurs régions y compris quelques régions du sud et Bamako, bien que les régions de Kidal (22/69, soit 71%), Tombouctou (45/99, soit 45%), Gao (29/69, soit 42%) et quelques districts sanitaires de Mopti aient été les plus affectées.

Lorsqu'on sait que le secteur communautaire représente la plus grande partie de l'offre de soins dans le système de santé du Mali et en particulier dans les zones rurales, en l'état, la réduction du nombre des structures de base encore fonctionnelles représente donc un amenuisement significatif de l'accès aux services de santé.

Outre la barrière physique due à la réduction de l'offre, il y a la barrière financière.

*La réhabilitation des structures de santé de base éventuellement combinée à des mécanismes pour minimiser la barrière financière seront nécessaires durant cette période de relèvement précoce.*

Dans le cadre de la réponse à l'urgence humanitaire, quelques partenaires opérationnels assurent un appui direct et permanent à certaines structures de santé encore fonctionnelles. Cet appui direct aux structures de santé n'est pas homogène. En l'occurrence, les régions de Gao, Tombouctou et Kidal ont très peu d'appui en matière de couverture en soins de santé, et même là où l'appui existe, l'offre de soins n'est pas complète faute de ressources financières suffisantes.

Comme on peut s'y attendre, les prestations des services de santé dans les zones ont dans l'ensemble - été affectées par la réduction du nombre et de la fonctionnalité des structures de santé mais aussi par le départ du personnel de santé de ces zones au fort moment de la crise, la perturbation dans la chaîne d'approvisionnement en médicaments, vaccins et autres intrants médicaux.

Ainsi, plus de 30% de structures fonctionnelles dans les régions du nord n'offrent plus certains services essentiels en faveur de l'enfant tel que le dépistage de la malnutrition.

Par ailleurs, les différentes évaluations faites par les partenaires du Ministère de la Santé ont démontré que les référencement des malades, à partir des CSCOM vers les CSREF des régions du Nord ont aussi été affectés suite à l'insécurité d'abord, puis la destruction et le pillage des ambulances. A ce jour, les ambulances qui avaient été mises en sécurité peu avant l'occupation ne sont pas retournées dans les structures de santé ou n'ont pas été remplacées. Dans quelques cas exceptionnels, des partenaires opérationnels ont pu mettre à la disposition

des centres de santé de référence une ambulance pour les références ou évacuations médicales, surtout pour les cas d'urgences gynéco-obstétricales visant à sauver la mère et l'enfant.

Les services de prise en charge syndromique des IST sont offerts dans plus de 70 % des structures fonctionnelles de la quasi-totalité des régions du Mali, sauf dans la région de Kidal où seulement 22% des structures fonctionnelles offrent ces services. Toutefois, il existe des disparités à l'intérieur des régions. Ainsi dans la région de Gao par exemple, le taux de couverture est de 50% dans les districts de Gao et Ménaka. 100% à Bourem et 45% à Ansongo. Aussi, la couverture de la prévention de la transmission mère enfant du VIH (PTME) est en général assez faible (18%) dans les régions du nord.

La couverture du traitement de l'hypertension artérielle semble satisfaisante dans toutes les régions avec une proportion allant de 80 à 99%, sauf à Kidal où elle est de 55%. Et la couverture en soins de santé mentale est faible dans les régions de Gao et Tombouctou (respectivement 5 et 42%) – et inexistante à Kidal.

Il s'avère important au-delà de la réhabilitation des structures de santé pillées, de relancer le paquet Minimum d'Activités des Centres de santé avec un focus sur le programme élargi de vaccination (PEV). La reprise des vaccinations en stratégies fixe et avancée, des actions de sensibilisations communautaires sur l'hygiène des mains et la distribution des MII aux populations les plus vulnérables (Femmes enceintes et les enfants) permettront de réduire considérablement les risques d'épidémie dans les régions Nord

Trente-six communes ont été priorisées sur la base de l'analyse de services essentiels de base à travers les trois régions du nord (Gao, Kidal et Tombouctou) et les deux régions du centre contiguës (Ségou et Mopti) à la zone de conflit et partiellement affectées. Le secteur de la santé s'appuie sur le district sanitaire (ne concordant pas toujours administrativement avec le cercle), considéré comme l'unité opérationnelle de la mise en œuvre de l'action sanitaire. Cependant, un exercice de conciliation entre communes et districts sanitaires a permis de noter 187 CSCom et 16 CSRef dans les 36 communes prioritaires retenues.

L'analyse des besoins et l'estimation des coûts s'étendent à l'ensemble des structures de sanitaires tout en tenant compte de l'état des lieux issu des résultats de l'évaluation HeRAMS. Peu de partenaires ont peu ou pas encore de financement au-delà de décembre 2013.

***Le tableau ci-dessous résume les actions prioritaires par zone géographique prioritaire. Un explicatif des actions prioritaires est fourni en annexes.***

Lignes stratégiques	Actions prioritaires (réalisables d'ici la fin de l'année)	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Budget total (USD)	Montant disponible (USD)	Montant à financer d'ici la fin de l'année (USD)
<b>i) Restauration des centres de santé non fonctionnels et extention des interventions dans les régions du nord</b>	Recrutement/Affectation du personnel de santé qualifié pour CCom, CSRef et Hôpitaux selon besoin	2 hôpitaux (Gao et Tombouctou), 16 CSRef et 49 CCom non fonctionnels.	21 Communes prioritaires.	547200	100000	447200,35
	Equipements médicaux pour la reprise des prestations de services dans les CCom, CSRef et Hôpitaux	3 hôpitaux (Gao et Tombouctou) et 16 CSRef et 49 CCom non fonctionnels.	21 Communes prioritaires.	13850000,06	0	13850000,06
<b>ii) Renforcement de l'accès aux soins, retour du personnel, renforcement/recrutement des effectifs et renforcement de capacités ; extension de la couverture de l'offre de soins de santé primaires et du système de références.</b>	Reconstruction/Réhabilitation des centres de Santé de Référence (CSRef) (5 détruits + 6 Partiellement détruits)	6 Partiellement détruits, Réhabilitation CSRef	CSRef détruits (Gao, Abeibara, Tessalit, Tinessako, Youwarou et Tombouctou)	3840000	20000,16	3820000,18
	Réhabilitation de Centres de Santé Communautaire (CCom) : 4 détruits+ 59 Partiellement détruits)	Réhabilitation de 59 CCom	CSRef Partiellement détruits (Bourem, Menaka, Diré, Gourma-Rharous, Niafunke)	4956000,86	188000	4768000,12
	Equipement médical standard pour 11 CSRef	Equipement médical pour 11 CSRef (1 CSRef dessert en moyenne 100000 hbts).	Equipement complet pour 3 Nouv. Et + 6 détruits complément pour + 14 partiellement détruits	4800000	0	4800000
	Equipement médical standard pour 63 CCom	63 CCom	4 CCom détruits + 59 partiellement détruits	1380000	0	1380000
	Redeploiement du personnel sociosanitaire	Redeploiement du personnel de santé pour 63 CCom.:	6 détruits + 5 partiellement.	206000	200000	6000

	Rehabilitation des structures de santé	Rehabilitation des structures de santé	4 détruits + 59 partiellement détruits	115200	0	115200
	Envoi d'Equipes de 16 CSRef dans les villages pour des prestations de soins de base	Constitution/déplacement de 16 Equipes mobiles CSRef	16 CSRef	673200	0	673200
	Appui aux 187 CSCom pour les activités des équipes mobiles pour les soins dans les villages	les CSCom des 36 Communes sont concernés.	187 CSCom	300000	30000	158304
	Renforcement du système et des services de référence évacuation pour les régions du nord.	187 CSCom, 16 CSRef et 2 Hôpitaux.	36 Communes	100000	30612,24	70000
<b>iii) Approvisionnement en intrants: consommables, kits ; constitution de stocks d'urgence dans des sites stratégiques, pré-positionnement de médicaments de première nécessité.</b>	Formation en Gestion des Stocks pour les 36 Communes	Les agents des 187 CSCom des 36 communes seront formés.	36 communes	70150	0	70150
	Réhabilitation des entrepôts de médicaments dans les 3 régions du nord.	Un entrepôt sera réhabilité pour chacune des 3 régions (Gao, Kidal et Tombouctou).	Les 3 chefs lieux de région seulement sont concernés.	840000	0	840000
	Formation à la gestion des stocks de médicaments du personnel socio-sanitaire	La formation concernera le personnel des DRS et des districts sanitaires de 3 régions du nord.	Le personnel des 187 Centres de Santé des 36 Communes ainsi que les 16 CSRef.	80000	2040,82	80000
<b>iv) Renforcement de la surveillance épidémiologique et de la capacité de riposte aux épidémies</b>	Pré-positionnement des intrants pour la riposte aux épidémies	Des stocks de médicaments pour la lutte contre les épidémies seront pré positionnés au niveau des 187 CSCom, des 16 CSRef + un stock de réserve au niveau des régions.	Des médicaments seront pré positionnés dans les autres districts sanitaires du pays pour renforcer la lutte contre les épidémies.	300000	200000	100000
	Renforcer les capacités du personnel des structures de santé sur la SIMR	16 districts	36 Communes	30000	12000	18000
	Assurer la supervision formative en cascade du personnel de santé.	187 CSCom 16 districts 4 DRS.	36 Communes et autres.	100000	20000	90000

	Appuyer le fonctionnement du système d'alerte précoce	187 CSCom 16 districts 4 DRS.	36 Communes et autres.	30,000	16000	14,000
	Renforcer les capacités des laboratoires des districts sanitaires et des hôpitaux.	16 districts et 2 hôpitaux.	36 communes	100000	0	100000
	Redynamiser les activités des Comités de Gestion des épidémies.	16 districts	36 Communes	12000	0	12000
	Apporter un appui à l'investigation et à la riposte aux épidémies.	Selon les besoins	n/a	300000	14000	286,000
<b>v) Relance des stratégies avancées de Vaccination préventive (rougeole, poliomyélite et méningite) et prévoir des journées nationales de vaccination</b>	Ré-équipement de la chaîne de froid	Les 187 CSCom et 16 CSRef des 36 Communes sont concernés en plus de la DRS des 3 régions (Gao, Tombouctou et Kidal).	36 Communes	781376	100000	681376
	Organisation des campagnes de vaccination (3 passages)	la campagne concernera la population des 36 communes prioritaires. Sa mise en œuvre impliquera le personnel des 187 CSCOM, le 16 CSRef et le 3 DRS.	36 Communes	1079040	600000	479,040
<b>vii) Renforcement des activités de soins essentiels (SSP, soins infantiles et maternels, santé reproductive, consultations prénatales, accouchements) et référence - évacuation.</b>	Mise en place du paquet de soins essentiels (SSP, soins infantiles et maternels, santé reproductive, consultations prénatales, accouchements).	16 CSRef (des 16 Districts Sanitaires)		3698360	100000	3598360
	Sensibilisation des familles et communautés sur les bonnes pratiques et dépistage actif de la malnutrition.	187 CSCom	La population des aires de santé sera concernée.	536,100		536,100
	Ouvertures nouvelles URENI	6 CSRef Détruits		504,000	0	504,000
<b>viii) Renforcement de la Prise en charge intégrée des cas de malnutrition sévères</b>	Renforcement de la Prise en charge intégrée des cas de malnutrition sévères	187 CSCom et 16 Csref des 36 Communes prioritaires.		100000	15000	35000

<b>ix) Soutien à la coordination des activités entre le cluster – y inclus les sous-clusters - et les intervenants et au suivi des activités.</b>	Soutien à la coordination des activités des Clusters	Cluster Central et sous Clusters	Bamako, Ségou, Mopti, Gao et Tombouctou sont concernées.	98,000	40000	258,000
	Appui aux activités de coordination des directions régionales de la santé et aux districts	3 DRS + 16 CSRef	Gao, Tombouctou et Kidal.	108,000	20000	88,000
	Appui à la remise en place des comités de gestion, des Associations de Santé Communautaires (ASACO)	187 CSCom	Il s'agit des 187 aires de Santé des 36 Communes prioritaires.	374,000		374,000
<b>i) Evaluation des besoins de renforcement des capacités des structures de santé et des partenaires (ONG nationales et internationales).</b>	Réalisation étude sur besoins de population en soutien psychosocial dans les 36 communes prioritaires	187 CSCom des 36 Communes prioritaires.	Les populations des 187 aires de santé des 36 Communes prioritaires sont concernées. Les CSRef et DRS apporteront un appui technique pour la réalisation des évaluations.	80,000	0	80,000
	Analyse des capacités du secteur santé en gestion de catastrophe	L'analyse des capacités sera réalisée dans les 16 CSRef des 36 communes prioritaires.	L'évaluation sera conduite également dans les autres districts sanitaires du pays.	100,000	10000	90,000
	<b>MONTANT TOTAL</b>			<b>40,038,626</b>	<b>1,058,696</b>	<b>38,979,930</b>

#### ACTIONS PRIORITAIRES POUR LE RELEVEMENT IMMEDIAT MOYEN ET LONG TERMES

Lignes strat	Actions prioritaires (réalisables d'ici la fin de l'année)	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Budget total (USD)	Montant disponible (USD)	Montant à financer d'ici la fin de l'année (USD)
<b>Amélioration de l'accessibilité géographique aux Soins de Santé Primaires et de référence.</b>	Révitilisation des services pour 11 PSA de la région de Kidal	11 PSA de la région de Kidal	11 Communes	2860000	0	2860000

	Equipement des services pour 11 PSA révilatisés de la région de Kidal	11 PSA de la région de Kidal	11 Communes			
	Reconstruction/Réhabilitation de Centres de Santé Communautaire (CSCoM) : 4 détruits+)	Réhabilitation de 4 CSCoM	CSRef Partiellement détruits (Bourem, Menaka, Diré, Gourma-Rharous, Niafunke)	1040000	125252	914748
	Reconstruction/Réhabilitation des centres de Santé de Référence (CSRef) CSRef (5 détruits )	11 CSRef : 5 détruits + 6 Partiellement détruits, Réhabilitation CSRef	CSref Detruits. (Gao, Abeibara, Tessalit, Tinessako, Youwarou et Tombouctou)	17600000	0	17600000
	Equipement médical standard pour les CSCoM reconstruits	63 CSCoM	4 CSCoM détruits + 59 partiellement détruits	1380000	0	1380000
	Equipement médical standard pour les CSRef reconstruits	Redeploiement du personnel de santé pour 63 CSCoM.:	6 détruits + 5 partiellement.	3,600,000	0	3,600,000
	Poursuite Opéraion Equipes mobiles de 16 CSRef dans les villages pour des prestations de soins de base	Constitution/déplacement de 16 Equipes mobiles CSRef	16 CSRef	640,000	0	640,000
	Appui à la mise en oeuvre Equipes mobiles pour les soins dans les villages.	les CSCoM des 36 Communes sont concernés	187 CSCoM	1870,000		1870,000
	Renforcement du système et des services de référence évacuation pour les térgions du nord.	187 CSCoM, 16 CSRef et 2 Hôpitaux.	36 Communes			
<b>Disponibilité de ressources humaines qualifiées pour le système de santé.</b>	Evaluation des besoins en ressources humaines qualifiées du système de santé.	régions et districts du nord et autres régions selon les besoins prioritaires.	36 Communes prioritaires et autres.	30000	0	30000
	Recrutement / affectation de personnels qualifiés selon les besoins du système de	Selon les besoins	36 Communes prioritaires et autres.	PM		

	santé.						
	Supervision formative des hôpitaux, CSRefs et des CSComs	Hôpitaux, CSRef et CSCom des régions du nord.	36 Communes prioritaires et autres.	40000	10000	30000	
<b>Renforcement des capacités de gestion des stocks et médicaments</b>	Poursuite de la formation /recyclage du personnel en Gestion des Stocks pour les 36 Communes	Organisation des sessions de formation dans les DRS des 3 régions.	Personnel des 16 districts et des 187 CSCom concernés.	20000	0	20000	
	Suivi /évaluation périodique du système de gestion des stocks d'intrants médicaux.	Pour l'endembles des formations sanitaires des 36 communes prioritaires	36 Communes	20000	0	20000	
<b>Renforcement de la Surveillance Intégrée de la Maladie et la Riposte.</b>	Renforcement des capacités du personnel et des communautés sur l'alerte précoce et la riposte.	187 aires de santé 16 districts.	36 Communes	30000	0	30000	
	Conception et diffusion des directives de surveillance.	A partir des DRS.		15000		15000	
	Organisation des réunions du réseau de surveillance.	Organisé par les services nationaux. Participation des cadres régionaux et districts.		12000	0	12000	
	Suivi, supervision et évaluation du système de surveillance.	CSRef et quelques CSCom.		150000	0	150000	
<b>MONTANT TOTAL DU BUDGET</b>				<b>29,297,000</b>	<b>135,252</b>	<b>29,161,748</b>	



## 4.11.Sécurité alimentaire

Le Mali, comme ses pays voisins qui accueillent les réfugiés maliens et en provenance d'autres pays (Burkina Faso, Mauritanie et Niger), fait désormais face à un contexte humanitaire complexe entraînant avec une perturbation totale des activités économiques et productives, une situation d'insécurité alimentaire et de malnutrition modérée à chronique dans l'ensemble du pays. L'évolution de la situation alimentaire, selon les premiers résultats des enquêtes EFSA, indique qu'actuellement entre 70 et 90% de la population vivant dans les régions du nord est en situation d'insécurité alimentaire modérée à aigüe, population qui continuera d'avoir un besoin vital d'assistance alimentaire. Cette population est estimée à 1,2 millions de personnes.

La disponibilité des produits de première nécessité et des denrées alimentaires diminue, entraînant une envolée des coûts qui affectera non seulement la sécurité alimentaire des ménages mais aussi et surtout la capacité des populations à restaurer leurs moyens habituels de subsistance (agriculture, élevage, pêche, commerce, etc.).

Au niveau climatique, les pluies se sont installées avec retard et avec une très grande irrégularité cette année. Ainsi, courant la dernière décade du mois d'août il y a eu des inondations dues à des pluies dévastatrices dans nombre de communes du district de Bamako et selon les évaluations de la protection civile (DGPC), il y a eu de grands dégâts matériels et pertes en vies humaines (37 morts et 4 disparus au 02/08/2013).

La campagne agricole 2013-2014 qui, au départ était fortement menacée dans certaines de zones de forte production, a été également influencée par l'évolution de l'hivernage. Des ressemis ont été effectués dans certaines localités du sud pour améliorer le niveau de réalisation. Le taux de réalisation a connu une nette détérioration par rapport à l'année 2012 (71% contre 82%) pour les cultures sèches et le riz (30% contre 50%) ce qui explique le retard de développement des plants par rapport au calendrier normal.

En ce qui concerne l'élevage, les conditions s'améliorent avec la régénération des pâturages et la reconstitution des points d'eau sur les différents parcours aussi bien au sud qu'au nord du pays. Les troupeaux transhumants ont amorcé la remontée habituelle vers les zones de concentration d'hivernage. L'embonpoint du bétail est moyen, la production du lait a repris et reste faible pour l'instant. Il faut noter également la mise en œuvre des opérations de vaccination menées par l'Eta et ses partenaires visant plus de 500 000 têtes de bétail contre la peste des petits ruminants et la péripneumonie contagieuse bovine entre décembre 2012 et juin 2013.

Le niveau élevé de l'eau est favorable aux activités de pêche et permet un accroissement considérable de la production aquacole.

Dans cette lancée, la poursuite des pluies jusqu'en octobre comme prévu par les prévisions météo serait importante pour atteindre en fin de campagne agricole une production agricole moyenne en général dans le pays.

Dans les régions du nord, les pluies enregistrées lors de la deuxième décade d'août ont permis le démarrage normal des opérations culturales. Cependant la campagne risque de souffrir du manque de moyens financiers notamment pour les grands Périmètres Irrigués Villageois (PIV) de Tombouctou en raison du faible niveau de recouvrement des redevances qui servent à financer les dépenses de fonctionnement (entretien aménagements, carburant).

L'offre de bétail est faible sur les différents marchés avec des prix en hausse de plus de 25% par rapport à la moyenne. Les termes de l'échange chèvre/mil sont en amélioration de plus de 15% par rapport à la moyenne ce qui améliore l'accessibilité des pasteurs.

Selon les évaluations nutritionnelles 660 000 enfants de moins de cinq ans souffriront de malnutrition aiguë globale (MAG), parmi lesquels 210 000 souffriront de malnutrition aiguë sévère (MAS) et 450 000 de malnutrition aiguë modérée (MAM).

En fin juin 2013 plus de 330 000 personnes ont bénéficié des appuis qui permettront de limiter le recours des ménages vulnérables pasteurs et agropasteurs du nord à des stratégies de survie négatives en cette période de soudure. Il faut souligner toute fois que le déploiement des forces onusiennes de la MINUSMA a permis d'améliorer la portée de l'assistance humanitaire dans les zones pastorales. Ceci engendra un retour à grande échelle des populations déplacées.

Les retours des populations déplacées et réfugiées prenant de plus en plus d'ampleur (137 000 selon les derniers chiffres de l'OMI et du HCR/07/2013), il est à craindre que l'amplification de ce flux de retour rendent encore plus complexe l'assistance humanitaire au Nord qui aura du mal à faire face à un retour massif des populations déplacées (retournées et déplacées internes) en pleine période de soudure céréalière et de production agricole. Par ailleurs, les retournées ayant déjà perdu la saison agricole en cours, ils n'auront que l'aide humanitaire ou l'achat comme principal source d'accès aux aliments. Avec une fonctionnalité réduite des marchés, notamment liés aux problèmes d'approvisionnement et les prix relativement élevés, le pouvoir d'achat des ménages vulnérables ne leur permettra d'acquérir la quantité/qualité d'aliments nécessaires pour assurer leur sécurité alimentaire, tant dans l'immédiat que dans le moyen terme. D'où la pertinence du plan d'actions prioritaires pour les régions du Nord qui vise à la fois à répondre aux besoins immédiats et à accompagner la restauration des moyens d'existence des ménages vulnérables mais aussi les actions de relèvement précoce renforçant la résilience des populations concernées, le relance du tissu économique, la cohésion sociale et la fonctionnalité des services publics de base.

Pour contribuer à l'assistance humanitaire au Mali en général et au Nord en particulier dans ce contexte complexe de crise que vit le pays, les membres du cluster sécurité alimentaire ont planifié un certain nombre d'activités prioritaires à travers des projets dans les domaines ci-après :

#### ➤ Nutrition:

L'objectif des interventions nutritionnelles est de prévenir et prendre en charge la malnutrition aiguë modérée en vue de limiter le risque de mortalité associé à cette dernière. Ces activités seront mises en œuvre en collaboration avec l'UNICEF, les structures sanitaires du Gouvernement et des ONG nationales et internationales. La prévention de la malnutrition aiguë ciblera l'ensemble des femmes enceintes, des mères allaitantes et des enfants âgés de 6 à 23 mois dans les zones où le taux de malnutrition aiguë dépasse 10 pour cent. Le traitement de la malnutrition aiguë modérée : il ciblera les enfants de 6 à 59 mois, les femmes enceintes et les mères allaitantes souffrant de malnutrition aiguë modérée dans les communes prioritaire. Les effectifs de bénéficiaires sont établis sur la base des résultats de l'enquête SMART de 2011 (sauf à Gao où nous disposons d'enquête spécifique), du nombre d'enfants de 6 à 59 mois, de femmes enceintes et de mères allaitantes, de l'incidence de la malnutrition aiguë modérée et du taux de couverture. La détermination des personnes devant être prises en charge sera effectuée à partir des critères d'admission prévus par le protocole national de prise en charge de la malnutrition aiguë.

#### ➤ Distributions Alimentaire et Ciblées :

L'objectif de la distribution alimentaire générale est d'assurer le minimum énergétique requis (2100 Kcal) pour la survie des populations affectées en vue de sauver les vies des personnes vulnérables. Les distributions gratuites de vivres cibleront les populations déplacées et celles

jugées les plus durement frappées par la crise (c'est-à-dire celles dont les moyens de subsistance ont été particulièrement touchés), alors que les transferts monétaires seront utilisés dans les zones où les marchés fonctionnent. La sélection des bénéficiaires reposera sur les critères de vulnérabilité définis à l'issue d'enquêtes récemment conclues et en cours. Des méthodes de ciblage administratif et communautaire seront utilisées pour recenser les personnes répondant aux critères de vulnérabilité établis.

➔ Activités de renforcement de la résilience :

L'objectif est de rétablir la chaîne d'approvisionnement alimentaire et l'accès à la nourriture de manière à sauver des vies et à aider les communautés à reconstituer leurs avoirs, le PAM, la FAO et leurs partenaires de mise en œuvre ont prévu un volet relatif à la création d'avoir productifs. Il s'agit d'une intervention de transition entre l'urgence et la reconstruction visant renforcer l'autonomie des populations. Des personnes aptes au travail seront choisies au sein des ménages pauvres ayant perdu leurs moyens de subsistance et leur récolte ou leur cheptel en raison de l'occupation de la sécheresse et du manque de pâturages, en vue de participer à des activités vivres ou cash-pour création des actifs (réhabilitation de périmètres irrigués, réparation de digues, etc.). En outre, les membres du cluster sécurité alimentaires opteront pour le ciblage communautaire, qui permettra de tenir compte des réalités locales et de favoriser l'auto-ciblage. Ils veilleront à ce que les femmes participent aussi bien aux activités VCT/CCT qu'aux travaux des comités de distribution des vivres.

➔ Appui à l'alimentation scolaire d'urgence :

L'objectif de cette intervention est de favoriser le redémarrage et l'accès au service sociaux de base et participer au développement de ressources humaines. Cette intervention a un double objectif de cours et moyen termes soulager la charge des parents et inciter les enfants à fréquenter les établissements d'enseignements. Le Ministère de l'éducation et le cluster éducation ont recommandé des mesures visant à prévenir l'absentéisme, très important chez les écoliers en période de crise, en raison de la migration des parents partis à la recherche de meilleures conditions de vie ou de pâturages pour leurs animaux. L'appui à l'alimentation scolaire s'inscrit dans les filets sociaux de sécurité. Le PAM, qui aide déjà les écoles dans le cadre d'un programme de repas scolaires relevant du programme de pays, fournira aux élèves une bouillie complémentaire dans les régions touchées par la crise. Les écoles servant des repas continueront à inciter les élèves à venir en classe, y compris pendant la période de soudure et de vacances pour rattraper le retard et représenteront un milieu propice pour la mise en place d'un filet de sécurité non seulement pour les enfants, mais aussi pour leur famille. Ce repas supplémentaire constituera une garantie pour les parents et allègera la charge que représente la satisfaction des besoins alimentaires pour les familles vulnérables.

➔ Appui à la restauration des moyens d'existence :

L'objectif est de soutenir les activités productives agricoles, pastorales, de pêche et aquacoles à travers la mise à la disposition des ménages vulnérables ou groupements ménages vulnérables des intrants (outils, semences, matériels, alevins, etc.), la réhabilitation et/ou la construction d'infrastructures de production/transformation des productions (périmètres irrigués, étangs piscicoles, unités de transformations de produits agricoles, pastorales et halieutiques), la promotion et l'organisation des échanges commerciaux et le renforcement des capacités des bénéficiaires. La FAO, avec ses partenaires de mise en œuvre, fournira l'appui technique et les intrants nécessaires à l'appui de la restauration des moyens d'existence tant dans les zones d'actions prioritaires que dans l'ensemble des autres zones du pays en besoin d'assistance.

### **a) Besoins identifiés par zones prioritaires par région<sup>25</sup>**

Les activités proposées par les membres du cluster sécurité visent principalement à sauver des vies, favoriser le redémarrage et l'accès aux services sociaux de base, la reconstruction des actifs ainsi que le renforcement de la capacité des populations à résister aux différents chocs à travers le renforcement et la protection la sécurité alimentaire des populations, en favorisant la production agricole immédiate, le soutien de la campagne agricole en cours et de contre saison à venir, l'aide alimentaire et la nutrition, l'appui de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture et de tout autre moyen d'existence des ménages vulnérables.

Les besoins identifiés et pour lesquels la présente réponse est proposées sont présentées ci-après.

#### **- Besoins urgents**

La population totale en besoin d'assistance alimentaire immédiate dans les régions du Nord est estimée à 567 759 personnes. A celle-ci, s'ajoute les populations en besoin d'assistance immédiate de Mopti et Ségou (186 751). Ce qui augmente le total de personnes à assister en sécurité alimentaire et moyens d'existence estimées à 754 510 dans ces zones d'actions prioritaires.

#### **- Besoins early recovery (agriculture, maraîchage, AGR et élevage)**

La part de la population sous pression (en besoin d'actions de relèvement immédiat) varie entre 10 et 35% dans les trois régions du Nord, soit une population totale estimée à 310 414 personnes à laquelle viennent s'ajouter les populations des régions de Mopti et Ségou. Au total, 641 062 personnes ont besoin d'une assistance en relèvement immédiat en sécurité alimentaire et moyens d'existence.

Les zones d'activités prioritaires au sein des Cercles seront définies par les types des moyens d'existence spécifiques aux communes et leurs faisabilité durant la période allant de septembre à décembre 2013 au regard des activités économiques, des conditions sécuritaires et climatiques. Les activités réalisées devront renforcer la sécurité alimentaire, la capacité de résilience et d'adaptation aux changements climatiques des ménages vulnérables dans les domaines suivants :

### **b) Actions par zones prioritaires par région**

#### **- Actions immédiates**

- ✓ Distributions de semences de campagne de contre saison
- ✓ Distributions alimentaires ciblées
- ✓ Appui à l'alimentation scolaire d'urgence
- ✓ Renforcement de la capacité de résilience des ménages
- ✓ Renforcement du statut nutritionnelle des femmes enceintes et en enfants de 5 à 59 mois
- ✓ Agriculture maraîchère avec des spéculations à cycle végétatif court et à grand apport nutritionnel
- ✓ Formation en techniques agricoles maraîchères des bénéficiaires des kits maraîchers
- ✓ Distribution de produits de pêche/aquaculture (alvins, filets, hameçons, pirogues motorisée, étangs, hangars, séchoirs solaires etc.)
- ✓ Distribution d'aliment bétail, kits vétérinaires et reconstitution de cheptel

#### **- Actions de relèvement précoce**

---

<sup>25</sup> Prière de noter que ces besoins ne prennent pas en compte l'ensemble retours attendus des déplacés et réfugiés. En effet, une récente étude d'ACTED a mis en exergue les intentions de retour des populations déplacées indiquant que 21% des PDI souhaitent retourner entre octobre et décembre 2013, contre 57% qui planifient de retourner en 2014.

- ✓ Evaluation approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité pour une meilleure compréhension de la situation dans toutes les zones affectées;
- ✓ Renforcement du système d'alerte précoce en matière d'enquêtes, analyse de la sécurité alimentaire, GRC ;
- ✓ Réhabilitation et/ou réalisation d'infrastructures productives et socio économiques :
  - périmètres irrigués,
  - puits maraichers, clôtures de Périmètres de Production Maraîchères (PPM), puits pastoraux,
  - bassins de retenus, points d'eau et ouvrages hydrauliques à vocation pastorale,
  - bourgoutières,
  - marchés villageois hebdomadaires,
  - étangs piscicoles,
  - infrastructures de transformation des produits locaux (produits agricoles, de pêche ou de cueillette) etc. ;
- ✓ Promotion des stratégies de repeuplement progressif des animaux et de fourniture de semences et d'outils aux communautés touchées, en fonction des résultats et des recommandations de l'évaluation de moyens de subsistance ;
- ✓ Promotion de la culture des fourrages et légumineuses dont les feuilles/pailles pourront servir d'aliment bétail et de fumure organique;
- ✓ Promotion des micro-entreprises à l'aide des programmes de micro-finance et des kits de démarrage sur la base des conclusions et recommandations de l'évaluation de moyens de subsistance ;
- ✓ Formation des bénéficiaires sur les aspects techniques (services agriculture et élevage) ou de gestion associés à l'aide dont ils ont bénéficié.
- ✓ Appui aux écoles/jardins scolaires, séances d'éducatons nutritionnelles
- ✓ Facilitation de l'accès aux investissements communautaires et initiatives de crédits/épargne.

Le tableau ci-dessous résume les activités à mener selon le type de l'assistance.

<b>ACTIONS IMMEDIATES</b>					
<b>Actions prioritaires (réalisables d'ici la fin de l'année)</b>	<b>Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base</b>	<b>Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)</b>	<b>Budget total</b>	<b>Montant disponible</b>	<b>Montant à financer d'ici la fin de l'année</b>
<b>1. PAM - Nutrition (Prévention et Prise en charge de la malnutrition aigüe modérée)</b>	55 565	Voir en annexe 2	\$3 400 000	\$2 000 000	\$1 400 000
<b>2. PAM - Distribution Alimentaire Ciblée de la nourriture</b>	567 309	Voir en annexe 2	\$45 000 000	\$31 000 000	\$14 000 000
<b>3. FAO -Distribution des intrants maraîchers pour la campagne de contre saison</b>	5 000 producteurs	Gao, Tombouctou, Mopti, Tombouctou (Dire, Goudam, Razelma, Tonka), Kidal (Essouk, Kidal, Tessalit, Abebara)	\$2 700 000	\$0	\$2 700 000
<b>4. FAO - Restaurer, diversifier et sécuriser les moyens d'existences des ménages affectés</b>	3 000 ménages agro éleveurs 21 000 personnes	Gao (Gao, Tillit, Gourzoureye, Sony aliber)	\$1 643 323	\$0	\$1 643 323
<b>5. FAO - Distribution de noyau et d'intrant d'élevage</b>	10 000	Tombouctou, Gao et Kidal	\$3 500 000	\$0	\$3 500 000
<b>6. FAO - Empoisonnement des 65 mares</b>	7 000	Tombouctou, Mopti, Gao	\$800 000	\$0	\$800 000
<b>7. FAO - Achats de 200 Séchoirs solaires</b>	7 000	Tombouctou, Mopti, Gao	\$160 000	\$0	\$160 000
<b>8. FAO - Achats de 800 fours de séchage</b>	7 000	Tombouctou, Gao, Mopti	\$350 000	\$0	\$350 000
<b>9. FAO - Réalisation de hangars aménagés et équipés</b>	7 000	Tombouctou, Mopti, Gao	\$650 000	\$0	\$650 000
<b>10. FAO - Installation de 13 chambres froides</b>	7 000	Tombouctou, Mopti, Gao	\$1 300 000	\$0	\$1 300 000
<b>11. FAO - Engins de pêches (filets, hameçons, pirogues motorisées)</b>	7 000	Tombouctou, Mopti, Gao	\$700 000	\$0	\$700 000
<b>12. GARDL - Appui des familles vulnérables et populations déplacées en distributions alimentaires</b>	5 000	Cercle de Menaka	\$37 750	\$0	\$37 750

Actions prioritaires (réalisables d'ici la fin de l'année)	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Budget total en USD	Montant disponible	Montant à financer d'ici la fin de l'année
13. GARDL - Appui aux écoles de la Commune de Gabero en vivres (cantines scolaires)	12 écoles	Commune de Gabero C/GAO	\$20 132	\$0	\$20 132
14. GARDL - Assistance alimentaire aux familles victimes des inondations dans le cercle de Tessalit	4 000	Cercle de Tessalit	\$31 372	\$0	\$31 372
15. GARDL - Distribution de semences, des brouettes des piquages pour les maraichères	1 380	Cercle d'Ansongo	\$27 362	\$0	\$27 362
16. ACF-E - Cash Transfert	1 750 ménages	Sony Aliber, Anchawadj, Tessit, Tin Hama et Bourra	\$178 962	\$178 962	\$0
17. ACF-E - Cash For Work	1 500 ménages	Sony Aliber, Anchawadj, Tessit, Tin Hama et Bourra	\$191 745	\$191 745	\$0
18. ACF-E - Reconstitution sociale du cheptel	2 032 ménages	Sony Aliber, Anchawadj, Tessit, Tin Hama et Bourra	\$251 086	\$251 086	\$0
19. ACF-E - Renforcement des capacités des bénéficiaires	1 575 ménages	Sony Aliber, Anchawadj, Tessit, Tin Hama et Bourra	\$4 261	\$4 261	\$0
20. ACF-E - Installation des jardins nutritionnels	1 100 Exploitantes	Sony Aliber, Bourra, Tessit et Tin Hama.	\$10 226	\$10 226	\$0
21. ACF-E - Renforcement des capacités des OP	1 100 exploitantes	Sony Aliber, Bourra, Tessit et Tin Hama.	\$2 557	\$2 557	\$0
22. ACF-E - Mise en place de stock de sécurité alimentaire	2 600 ménages	Sony Aliber	\$4 451	4451	\$0
23. ACF-E - Surveillance de la sécurité Alimentaire	1 144 Ménages	Cercles de Gao, Ansongo et Bourem.	\$25 000	25000	\$0
24. HRC - Renforcer la capacité de la production agricole de la communauté (cultures vivrières et maraichères) et création des banques céréalières en vue de garantir la sécurité alimentaire de la population pendant la période de soudure	IDPs au Nord :1,000 ; Retournes : 1,500 ; Rapatriés : 1,200 ; Populations Vulnérables : non déplacées : 500 ; Total/3,800	<b>Region de Tombouctou</b> : Tombouctou, Dire, Goundam, Tilemsi, Gossi, Goundam, Souboundou, Lere, Soumpi; <b>Region de Gao</b> : Gao, N'tilit, Ansongo, Ouatagouna, Tessit, Menaka, Anderamboukane, <b>Region de Kidal</b> : Kidal ; <b>Region de Mopti</b> : Boni, Mondoro, Tenenkou, Youwarou	\$12 500 000	\$3 165 000	\$9 335 000

Actions prioritaires (réalisables d'ici la fin de l'année)	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Budget total en USD	Montant disponible	Montant à financer d'ici la fin de l'année
<b>25. HRC - Appuyer la communauté pour la reconstitution et la relance des activités d'élevage (gros et [petit bétail])</b>	IDPs au Nord ; Retournes ; Rapatriés ; Populations Vulnérables ; non déplacées ; Total/2,500	<b>Region de Tombouctou :</b> Tombouctou, Dire, Goundam, Tilemsi, Gossi, Goundam, Souboundou, Lere, Soumpi; <b>Region de Gao :</b> Gao, N'tilit, Ansongo, Ouatagouna, Tessit, Menaka, Anderamboukane ; <b>Region de Kidal :</b> Kidal ; <b>Region de Mopti :</b> Boni, Mondoro, Tenenkou, Youwarou	\$550 000	\$115 000	\$435 000
<b>TOTAL BUDGET ACTIONS IMMEDIATES</b>			<b>\$74 013 227</b>		<b>\$36 654 939</b>
<b>ACTIONS DE RELEVEMENT IMMEDIAT</b>					
Actions prioritaires (réalisables d'ici la fin de l'année)	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Budget total en USD	Montant disponible	Montant à financer d'ici la fin de l'année
<b>1. FAO - Renforcement des moyens de résilience des ménages vulnérables retournés des régions du nord Mali par la relance de la production céréalière et maraîchère dans les zones libérées(en cours).</b>	5 600 ménages 35 000 bénéficiaires	Tombouctou	\$2 855 521	\$1 385 521	\$1 470 000
<b>2. FAO - Renforcement de la résilience des populations déplacées et hôtes de la Région de Mopti au Mali par la restauration de leur productivité pastorale et l'amélioration de la sécurité alimentaire(en cours)</b>	1 500 ménages soit 10 500 personnes	Mopti (Youwarou, tenenkou et Douentza	\$1 342 560	\$142 560	\$1 200 000
<b>3. FAO - Améliorer l'accès des femmes rurales aux facteurs de production, aux opportunités économiques, à l'emploi décent et à réduire la vulnérabilité économique et sociale de celles vivant dans la précarité et victimes de l'insécurité alimentaire et des changements climatiques</b>	30 099 ménages soit 210 279 Femmes, hommes et jeunes	Mopt (Youwarou, tenenkou et Douentza), Ségou (Niono) Koulikoro	\$4 414 979	\$2 914 979	\$1 500 000



Actions prioritaires (réalisables d'ici la fin de l'année)	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Budget total en USD	Montant disponible	Montant à financer d'ici la fin de l'année
4. FAO - Renforcer la résilience des populations vulnérable à travers la préservation des ressources non ligneuses et leur valorisation.	60 000 femmes	Gao, Kayes, Sikasso, Tombouctou	\$1 446 500	0	\$1 446 500
5. FAO - Contribuer à renforcer les capacités de résilience et d'adaptation des populations affectées par les effets de la crise alimentaire, nutritionnelle et humanitaire au Mali.	150 000 ménages	Kayes , Koulikoro, Mopti, Segou, Sikasso, Tombouctou	\$4 070 000	\$0	\$4 070 000
6. FAO - Contribution à l'amélioration de la sécurité alimentaire de 5000 ménages vulnérables déplacés, retournés dans leur terroir et de leur hôte en leur facilitant la reprise des activités maraîchères pendant la campagne agricole 2013-2014.	5 000 ménages soit 35 000 personnes	Mopti (Youwarou, Tenenkou, Nampalari, Niono)	\$1 306 879	\$0	\$1 306 879
7. FAO - Contribuer à la réduction des effets néfastes de la crise alimentaire et nutritionnelle, socio politique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des hommes, femmes et enfants vulnérables à travers le renforcement de leurs capacités productives et économiques	100 000 agriculteurs	Gao, Kayes, Koulikoro, Mopti, Ségou, Tombouctou	\$4 255 200	\$0	\$4 255 200
8. FAO - Contribuer à la réduction des effets néfastes de la crise alimentaire et nutritionnelle, socio politique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des hommes, femmes et enfants vulnérables à travers le renforcement de leurs capacités productives et économiques	5 000 ménages agriculteurs vulnérables 35 000 personnes	Gao (Ansongo, Ouattagouna, Talataye, Bouem, temera) Mopti (Douentza, tenenkou, Youwarou, Nampalari	\$2 255 200	\$0	\$2 255 200
9. FAO - Appui au renforcement de la résilience des éleveurs à travers une amélioration de la santé et de la production du cheptel	10 000 ménages	Toutes les communes rurales des régions de Tombouctou, Gao et Kidal	\$3 500 000	\$0	\$3 500 000
10. FAO - Appui à la reconstitution de réserves de fourrage pour le bétail	10 000	Toutes les communes rurales des régions de Tombouctou, Gao et Kidal	\$1 000 000	\$0	\$1 000 000

Actions prioritaires (réalisables d'ici la fin de l'année)	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Budget total en USD	Montant disponible	Montant à financer d'ici la fin de l'année
11. FAO - Construction de 15 étangs	7 000	Tombouctou, Mopti, Gao	\$100 000	\$0	\$100 000
12. FAO - Achats d'alevins pour 15 étangs construits	7 000	Tombouctou, Mopti, Gao	\$10 000	\$0	\$10 000
13. FAO - Développement de la riziculture en appui au programme national/MEP	7 000	Tombouctou, Mopti, Gao	\$650 000	\$0	\$650 000
14. PAM - Cantine scolaire	75 492	VOIR JOINT	\$2 300 000	\$1 000 000	\$1 300 000
15. PAM - Activité développement rural et résilience	40 675	VOIR JOINT	\$2 300 000	\$1 400 000	\$900 000
16. Planète Urgence - Distribution des kits maraichers	7 350 personnes	Cercles de Douentza, Mopti et Bandiagara	\$41 071	\$0	\$41 071
17. Planète Urgence - Dotation des banques de céréales	1 400 personnes	Cercles de Douentza et Bandiagara	\$22 902	\$0	\$22 902
18. Planète Urgence - Distribution gratuite alimentaire aux familles vulnérables	400 familles pour 2 800 personnes	Cercle de Douentza	\$89 792	\$0	\$89 792
19. Planète Urgence - Distribution des kits alimentaires pédiatriques	1 500 enfants	Cercles de Douentza, Mopti et Bandiagara	\$32 502	\$0	\$32 502
20. Planète Urgence - Distribution des kits alimentaires maternels	1 000 femmes enceintes	Cercles de Douentza, Mopti et Bandiagara	\$62 714	\$0	\$62 714
21. AVSF - Recapitalisation de cheptel pour 1 000 familles très pauvres en ciblant prioritairement les femmes chef de ménage à raison de 10 têtes de femelles de petits ruminants par ménage.	1 000 femmes chef de ménages	Salam, Ber et Tarkint	\$600 000	\$0	\$600 000

Actions prioritaires (réalisables d'ici la fin de l'année)	Nombre de bénéficiaires ou Nombre de structures de services de base	Communes prioritaires (si non disponibles, indiquer le cercle ou le district sanitaire)	Budget total en USD	Montant disponible	Montant à financer d'ici la fin de l'année
22. AVSF - Appui en matériel et formation sur la transformation du lait pour stocker les excédents de lait sous forme de beurre et fromage sec. Appui de 3 000 femmes en ustensiles de transformation et matériel de séchage	3 000 femmes	Salam, Ber et Tarkint	\$54 000	\$0	\$54 000
TOTAL BUDGET RELEVEMENT IMMEDIAT			\$32 709 820		\$25 866 760
TOTAL BUDGET GENERAL (ACTIONS IMMEDIATES ET RELEVEMENT IMMEDIAT)			\$106 723 047		\$62 521 699

# 5. ANNEXES

## Liste des annexes :

- 1. Plan de réponse au retour**
- 2. Autorité de l'Etat, Relance socio-économique et cohésion sociale : narratif**
- 3. WASH**
  - a. Narratif
  - b. Priorisation
- 4. Education**
  - a. Narratif
  - b. Liste des écoles attaquées
  - c. Tableau – fonctionnalité des écoles
  - d. Cartes (3)
- 5. Nutrition**
  - a. Narratif
  - b. Tableau Actions Prioritaires Sept 13 à Mars 14
- 6. Santé : Narratif**

Les annexes sont disponibles online sur le lien suivant :

<https://www.dropbox.com/sh/bvrmifw1haza7ny/byNjiuz0Mf?n=126808892>

**OFFICE FOR THE COORDINATION OF HUMANITARIAN AFFAIRS  
(OCHA)**

United Nations    Palais des Nations  
New York, N.Y. 10017    1211 Geneva 10  
USA    Switzerland